



Côte d'Ivoire

Couteau US sur la gorge irakienne

LA RÉÉLECTION du président irakien Saddam Hussein avec 100 % des suffrages, un score grotesque digne des meilleures dictatures, aurait pu inciter l'Organisation des Nations Unies à avaliser le souhait des États-Unis à intervenir en Irak militairement, désarmer et changer le régime en place. De même, le mandat d'intervention donné par le Congrès américain à Georges W. Bush, voici deux semaines, aurait pu influencer les prises de décisions de l'ONU quand on connaît le poids moral dont jouissent habituellement les présidents américains sur la scène diplomatique.

Or, ce jeudi 17 octobre, les États-Unis – la France en tête – ont opposé un refus quasi unanime au recours systématique à la force. Face à ce non, et probablement en échange de la possibilité pour la France d'intervenir en Côte d'Ivoire, Washington maintenait sa position tout en l'amendant. Washington accepterait de garantir l'efficacité du travail des inspecteurs de l'ONU et de retourner devant le Conseil de sécurité avant tout déploiement militaire, en cas d'absence de coopération de l'Irak¹. Autant dire qu'au vu des exigences américaines croissantes, la guerre est en bonne voie.

Néanmoins, la volte-face des États-Unis tend à confirmer la thèse du démographe américain Emmanuel Todd selon laquelle les gesticulations américaines dissimulent l'état d'un empire en effondrement sur lui-même. Pour Jean Bricmont, qui a répondu aux questions du *Monde libertaire*, « les États-Unis sont en train de perdre la bataille des idées ». Une situation symbolisée par leur dilemme :

« S'ils n'attaquent pas, nous répond Jean Bricmont, ils perdent leur pouvoir d'intimidation, s'ils attaquent, ils décuplent la haine dont ils sont déjà l'objet. Les États-Unis expriment explicitement l'intention d'empêcher l'émergence de toute puissance rivale. Lorsqu'ils contrôleront, dans quelques mois, toutes les réserves de pétroles du Moyen-Orient, comme ils le font déjà pour l'Asie centrale, ils seront en mesure d'exercer des pressions énormes sur la Chine, la Russie et l'Europe. Il ne faut pas oublier qu'il y a quarante ans on parlait de rattrapage des États-Unis par l'URSS. Aujourd'hui, l'URSS a disparu et les firmes américaines y font ce qu'elles veulent. »

– **Les médias, si souvent accusés de manipulations conscientes ou inconscientes en faveur de la guerre, ne jouent-ils pas dans ce cas précis le rôle de pacifiste ?**

« Ça dépend où. Aux États-Unis, ils jouent leur rôle traditionnel de va-t-en-guerre. En Europe, ils résistent la division des milieux dirigeants européens. Certains, surtout en Grande-Bretagne, veulent rester les « junior partners » **Suite en page 3** des États-Unis. Mais

Cacao contre pétrole irakien ?

ON PEUT difficilement s'étonner des événements qui secouent la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre. L'élection de Laurent Gbagbo, saluée par Michel Rocard comme une victoire du socialisme international, a plongé le pays dans un réel régime fasciste. Coauteur, avec son ennemi d'antan Henri Konan Bédié, de la théorie de l'« ivoirité », Laurent Gbagbo a pu, en toute impunité, mettre en place sa politique xénophobe qui a précipité le pays dans les prémices d'une guerre civile aux risques humanitaires dramatiques.

Pendant la période de transition dirigée par le général Robert Guéi entre le coup d'État de Noël 1999 et les élections présidentielles qui ont amené Gbagbo au pouvoir, les Ivoiriens se souvenaient tous de la crise identitaire qui a divisé le pays entre les « et » et les « ou ». Jusqu'alors, un candidat à la présidentielle devait être « de père ou de mère eux-mêmes ivoirien ». La Constitution devait être rapidement changée en « de père et de mère eux-mêmes ivoirien ». D'apparence anecdotique, ce détail constitutionnel, destiné à écarter tout candidat originaire du nord de la Côte d'Ivoire, visait particulièrement le plus en vue dans l'opposition Alassane Dramane Ouattara. Mais, en vérité, il est le point de départ d'une crise ethnique qui va rapidement embraser le pays. Déjà, la tension montait entre les Ivoiriens « 100 % », appartenant au groupe Baoulé et Bété du sud, au pouvoir depuis Houphouët Boigny, majoritairement catholiques et les « faux Ivoiriens », les Dioulas du nord de la Côte d'Ivoire, de tra-

dition musulmane, descendants du Mali et du Burkina Faso.

Quelques jours après l'imposante victoire de Laurent Gbagbo, la Côte d'Ivoire et le monde commencent déjà à comprendre les réelles mesures du passage de la théorie à l'action. À Yopougon, quartier défavorisé en banlieue d'Abidjan, la presse internationale crée l'émotion par la découverte macabre d'un charnier de 57 corps tous originaires du nord du pays. En août 2001, un rapport officiel fait état de 303 morts, 65 disparus, 1 546 blessés². En toute impunité, Laurent Gbagbo et son éminente grise le ministre Émile Boga Doudou parviennent à mettre en place la réorganisation du pays sur une base ethnique, aussi bien dans l'armée que dans l'administration. Lors des élections départementales de juillet dernier, le ministre poursuit cette épuration par l'obligation aux électeurs d'être porteurs de nouvelles cartes d'identité « sécurisées », dites « cartes vertes ». Désormais, les enfants qui naissent à Yopougon reçoivent des extraits de naissance de couleur différente, selon qu'un seul de leurs parents, ou les deux sont considérés de nationalité ivoirienne. Laurent Gbagbo perfectionne ensuite son système par la classification en « citoyen de première et de deuxième zone » : pour obtenir ses papiers en bonne et due forme, tout Ivoirien est désormais censé se faire enregistrer en donnant le nom de son village d'origine et le nom d'une personnalité du même village qui devra témoigner de sa bonne foi³.

C'est donc sans surprises que, le 19 septembre, sur fond de haine raciale et d'in-

justice sociale, les autorités de Côte d'Ivoire ont eux-mêmes fourni l'élément déclencheur en annonçant la démobilisation de quelque 750 soldats. Parmi eux, les hommes du sergent chef Ibrahim Coulibaly : Tuho Fozié, Zaga Zaga, et le désormais célèbre Chérif Ousmane⁴. Ils constituent la hiérarchie désorganisée d'une armée rebelle sérieusement armée mettant en place les prémices d'une guerre civile africaine dont les graves conséquences humanitaires sont à prévoir dans toute la sous-région.

Aujourd'hui, l'armée française a pris part dans le conflit, sous couvert d'un soutien « logistique ». On a cependant rapporté des interventions à l'obus fumigène sur les hauteurs de Tiébissou, à une centaine de kilomètres de Bouaké, puis, des tirs de « dizaines d'obus dans la nuit détruisant une bonne vingtaine de véhicules »⁵.

Pendant ce temps, le gouverneur du district d'Abidjan annonce la destruction de tous les bidonvilles qui entourent la ville, abritant, selon les autorités ivoiriennes, des terroristes musulmans ayant pris part à l'insurrection du 19 septembre.

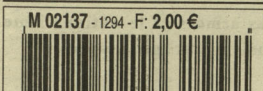
Puis, c'est Dominique de Villepin qui félicite le chef d'État ivoirien pour sa gestion habile de la crise ivoirienne⁶.

Olivier Leclercq

1. *L'Hebdomadaire du Burkina*, n° 184.
2. Nord Sud Export 446-447 in *Courrier international* du 9 octobre 2002.
3. Portrait dans *Liberation* du 16 octobre 2002.
4. *Le Figaro* du 16 octobre 2002.
5. *Jeune Afrique-Intelligent*, n° 2179, 14 octobre 2002.

« Mourrons-nous de faim si nous arrêtons de fabriquer des machines à mourir de guerre ? »

Jacques Prévert, *Imaginaires*



F 98 2520

Jeudi 24 octobre

Saint-Claude (39)

Conférence avec Jean-Pierre Garnier sur le thème « le nouvel ordre local : les lois sécuritaires » à 20h30 à la maison du Peuple, 12, rue de La Poyat.

Vendredi 25 octobre

Besançon

Conférence avec Jean-Pierre Garnier sur le thème « le 11 septembre et les lois sécuritaires » à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Samedi 26 octobre

Bordeaux

Le Cercle Jean-Barrué de la FA assurera une permanence de 14 à 19 heures à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. L'Athénée libertaire dispose d'une librairie, presse militante et « contre » (ML, PLPL, etc.), fanzines, brochures, livres et d'une bibliothèque plutôt anticlérical. (Tel/Fax: 0556810191)

Pantin

L'association Mots et musiques invite Rachel pour « les rendez-vous chansons » de la Menuiserie à l'espace Archipel 93, 77, rue Jules-Auffret. Réservation au 01 43 84 70 04.

Paris 11^e

À 14 heures, place de la République, à l'initiative du groupe Claaaash de la FA, manifestation contre les lois liberticides : « L'État réprime les dommages collatéraux du capitalisme, agir pour défendre et gagner nos libertés. »

Mardi 29 octobre

Rouen

La librairie l'Insoumise reçoit Philippe Geneste qui présentera

Agenda

1^{re} actualité de la littérature prolétarienne à 20h30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 2 novembre

Bordeaux

Le comité Chiapas et la Cantine Mac No assureront la permanence de 15 à 18 heures à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet à Bordeaux (Tel/Fax: 05 56 81 01 91).

Samedi 9 novembre

Marseille

Claire Auzias présentera le livre collectif *un Paris révolutionnaire* à 15 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Mardi 12 novembre

Rouen

La librairie l'Insoumise organise un débat sur le thème « La normalisation du travail social » avec des travailleurs sociaux à 20h30 au 128, rue Saint-Hilaire.



Samedi 16 novembre

Pantin

L'association Mots et musiques invite Sabine Viret pour « les rendez-vous chansons » de la Menuiserie à l'espace Archipel 93, 77, rue Jules-Auffret. Réservation au 01 43 84 70 04.

Samedi 23 novembre

Rouen

La librairie l'Insoumise reçoit Thierry Maricourt pour une conférence : « Être écrivain aujourd'hui, qu'est-ce que ça veut dire? L'écrivain doit-il être engagé? » à 15 heures au 128, rue Saint-Hilaire.

Vendredi 6 et samedi 7 décembre

Lyon

La Société Pierre-Joseph Proudhon et l'Université solidaire organisent un colloque « Lyon et l'esprit proudhonien » avec la collaboration de l'Atelier de création libertaire. Ouverture le vendredi à 12h30, et le samedi à 9h30 à la Condition des soies, 7, rue Saint-Polycarpe. Pour tout contact: Société P.J. Proudhon, c/o EHESS, 54, boulevard Raspail; Université solidaire, c/o Conditions des soies.

Mardi 10 décembre

Rouen

La librairie l'Insoumise organise une vidéo-débat sur Gènes à 20h30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Radio libertaire

Jeudi 24 octobre

Si vis pacem : à 18 heures, la guerre dans les Balkans. Témoignage de réfugiés.

Émission du Scalp/réflex : à 20h30, Sidi Mohammed Barkat, Jean-Luc Einaudi et Nils Anderson, pour le livre *Des français contre la terreur d'État (Algérie, 1954-1962)*, édition Reflex.

Samedi 26 octobre

Chroniques syndicales : à 11h30, « la Birmanie et Total » et « LSQ et drogues » avec Farid.

Chroniques rebelles : à 13h30, retour sur la crise en Argentine et la situation actuelle avec l'association Calpa-France (Coordination de soutien aux luttes du peuple argentin).

Mercredi 30 octobre

Blues en liberté : à 10h30, émigration et électricité, les autres États.

Jeudi 31 octobre

Si vis pacem : à 18 heures, les jouets guerriers ou la pérennisation des comportements militaires.

Samedi 2 novembre

Chroniques syndicales : à 11h30, Mac Donald's en lutte?

Chroniques rebelles : à 13h30, *Dans les gèoles de Nezzar* avec l'auteur, Lyes Laribi.

Samedi 9 novembre

Chroniques syndicales : à 11h30, syndicalisme et capitalisme.

Chroniques rebelles : à 13h30, Ben Ali, et après? Débat.

Samedi 16 novembre

Chroniques syndicales : à 11h30, les prud'hommes côté conseillers, côté défenseurs et côté femmes.

Chroniques rebelles : à 13h30, festival du film méditerranéen de Montpellier. Un autre cinéma.

Samedi 23 novembre

Chroniques syndicales : à 11h30, les prud'hommes avec Hughes Lenoir et Étienne Deschamps.

Chroniques rebelles : à 13h30, retour de Palestine. Entretiens et témoignages.

Samedi 30 novembre

Chroniques syndicales et Chroniques rebelles : de 11h30 à 15h30, les réfugiés politiques italien (ne) s. Histoire, témoignages et perspectives.

Souscription

Monde libertaire

juin

R. Marchal : 4 euros ; F. Bonnière, B. Martin, S. Lallemand, A. Deshayes, J.P. Tertrais, Desportes, A. Lewandowski, E. Ughetto, C. Prevost, R. Vera, G. Leseigneur, C. Denis, M. Ricordeau et F. Garcia-Montuenga : 15 euros ; G. Argout : 19 euros.

juillet-août

C. Kotelanne, D. Ferracha, Guillonneau, A. Borrat, Gaspaou, J-F. Mazière et D. Marque : 15 euros.

abonnez-vous !

Éditorial



Sommet de la francophonie à Beyrouth, discussions du conseil de sécurité de l'ONU sur le sort réservé à l'Irak, les maîtres du monde se disputent leur influence sur nos destinées.

La France a réunis ses vassaux à Beyrouth pour affirmer son influence sur un tiers des pays constituant l'ONU. Le président algérien Bouteflika ne s'y est pas trompé : quoique ne faisant pas partie de cette organisation internationale de la francophonie, le chef du deuxième État le plus francophone dans le monde, a tenu à venir s'associer à ce lobby qui pourrait lui redonner une place dans l'internationale des dirigeants de la planète.

Cette organisation, fondée sur des critères culturels, s'est révélée devenir une organisation politique visant à contrecarrer le pouvoir absolu des États-Unis sur la politique internationale. Afin de charmer les chefs d'États francophones sous son influence, Jacques Chirac a négocié avec les États-Unis une résolution des Nations Unies, concernant l'Irak, qui lui donne le bon rôle sans toutefois contrecarrer les visées belliqueuses des combattants de « l'Axe du bien ». Dans le même temps les soldats français, présents en Côte d'Ivoire,

et assurent la sécurité du gouvernement « ami », le protégeant des révoltés.

Cependant les marchands d'armes, les exploiters de la misère profitent de ces guerres en gestation pour s'enrichir en attisant les haines. Et les individus là-dedans ? Qu'ils soient américains, français, irakiens, ivoiriens ou autres, ils sont soumis aux États qu'on leur impose, au besoin par les armes. Ils restent influencés par la propagande avec laquelle on les matraque. S'ils se révoltent, ils sont considérés comme des terroristes massacreurs, ou des instruments de l'ennemi quel qu'il soit.

Ainsi en est-il des « rebelles » ivoiriens à qui on commence, sans preuves, à imputer des massacres.

En revanche il est prouvé que la propagande qui vise à attribuer cette révolte à la malveillance des burkinabés, a entraîné des débordements racistes. Comme toujours les États, la misère, le racisme et les ventes d'armes favorisent les guerres et ceux qui en profitent.

Contre les armées et le nationalisme plus que jamais il faut agir, désobéir !

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

| Tarif (hors série inclus) | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé France | Étranger |
|---------------------------|--------------------|-----------------------|----------|
| 3 mois 13 n ^m | □ 20 € | □ 32 € | □ 27 € |
| 6 mois 25 n ^m | □ 38 € | □ 61 € | □ 46 € |
| 1 an 45 n ^m | □ 61 € | □ 99 € | □ 77 € |

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Suite de la page 1

d'autres veulent renforcer l'impérialisme européen face aux États-Unis. Et cette guerre, contrairement à celle contre la Yougoslavie, ne sert pas leurs intérêts, puisque l'« opposition irakienne » est contrôlée par les États-Unis. Elle a déjà averti la France et la Russie qu'elle n'honorait pas les contrats passés avec le régime actuel si ces pays ne l'aident pas à prendre le pouvoir. Je ne dirais pas que ces milieux ou leur presse sont pacifistes. Ils le sont tout autant que les États-Unis étaient « anti-impérialistes » après 1945, lorsqu'ils voulaient déloger la France et la Grande-Bretagne de leurs empires coloniaux. »

— **Peut-on parler d'un ras-le-bol mondial contre la prédominance militaire US?**

« En Europe, il existe un mélange entre des sentiments pacifistes réels (qui existent aussi aux États-Unis) et les ressentiments liés à la rivalité inter-impérialiste. »

— **L'aveu récent de la présence d'ogives nucléaires à Kleine Brogel, sur le territoire belge qui est le siège de l'Otan, n'affaiblit-il pas la critique de Saddam Hussein et la critique de sa possession d'armes de destructions massives?**

« C'est le moins qu'on puisse dire. Mais, il n'y a pas que Kleine Brogel. Les États-Unis possèdent un arsenal d'armes non conventionnelles supérieur à celui de tous leurs adversaires. Ils les ont déjà utilisées au Japon — pour les armes nucléaires — et au Vietnam — pour les défoliants — et refusent de s'engager à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier. De plus, Israël possède très probablement le plus grand arsenal nucléaire du Moyen-Orient. Par ailleurs, la question de la possession d'armes de destruction massive doit être soigneusement séparée de celle de la nature du régime. Si l'Irak était démocratique et indépendante (au sens où la France l'est), elle chercherait certainement à posséder des armes nucléaires. »

— **Quelles propositions les anarchistes, et plus largement les pacifistes non autoritaires, peuvent-ils avancer?**

« On est loin de pouvoir faire des propositions constructives — il faut d'abord arrêter les politiques destructives et, cela, avec détermination. À cet égard, je crains de voir réapparaître des slogans démobilisateurs du type ni-ni: « ni Bush ni Saddam », comme on l'a vu pour l'Otan et Milosevic ou Bush et les talibans. Ces slogans

me semblent erronés pour trois raisons: d'abord nous ne pouvons pas faire semblant d'être situés « au-dessus de la mêlée ». Nous payons des impôts et travaillons dans des pays de l'Otan, proches alliés des États-Unis. Notre mode de vie dépend en partie du pillage des ressources naturelles, en particulier du pétrole. Ensuite dans le conflit actuel, il y a clairement un agresseur et un agressé. Et on ne peut pas décemment les mettre sur le même pied: l'Irak ne menace pas directement les États-Unis alors que les sanctions maintenues essentiellement par les États-Unis, ont des conséquences génocidaires en Irak, comme en ont témoigné deux responsables des Nations Unies « Pétrole pour nourriture ». Ne faut-il pas s'attaquer en priorité aux pouvoirs les plus forts et par conséquent les plus nuisibles? Tout ce que nous pouvons faire, c'est essayer de saboter idéologiquement l'effort de guerre et de faire en sorte que les peuples du monde soient les enfants de leur propre histoire, pas celle que nos dirigeants nous imposent. »

Propos recueillis par Hertje

1. *Le Figaro*, 18 octobre 2002

Presse et loi du marché

« France-Soir ne doit pas être sacrifié au nom du marché »

C'EST par cette phrase que démarrait la une du quatre pages paru mercredi dernier (16 octobre) et réalisée par les salariés de l'avenue Victor-Hugo à Aubervilliers¹. Quatre pages pour mettre noir sur blanc le désir de faire un vrai journal avec des effectifs normaux, et un projet éditorial digne de ce nom. Mais comme l'écrit en page 4, Bernard Morrot²: « Le seul, l'unique problème de *France-Soir* ce sont les liquidateurs que les puissances d'argent y ont dépêché en guise de propriétaires. »

En attendant l'échéance du 23 octobre où les actionnaires du journal doivent décider ou non du dépôt de bilan, les salariés de *France-Soir* ont fait une conférence de presse-fête dans les locaux d'Aubervilliers. Les Verts, la LCR, le PCF, le PS soutiennent certes au nom du pluralisme de la presse mais le liant syndical semble manquer de consistance³. L'avenir de *France-Soir* serait-il déjà réglé en haut lieu? « Nous appelons l'ensemble de la profession à se mobiliser pour sauver *France-Soir* » déclarait la section des imprimeurs rotativistes dans le quatre pages, espérons que nous serons tous présents.

Sitting Bull

1. L'intersyndicale des journalistes (CFDT, SNJ, SNJ-CGT), le Livre CGT, signent l'éditorial « *Le chant du canard?* »

2. Bernard Morrot a été directeur de la rédaction de 1992 à 1997, et d'août à octobre 2001, puis licencié. Tout comme Eric Le Braz (directeur adjoint de la rédaction, licencié en juin 2002), il conjugait « le talent à l'indocilité, l'un des deux termes (voire les deux) était de trop pour les dirigeants de Poligrafici ».

3. La CNT était présente par une délégation de sa section du journal *L'Humanité* et a pris la parole.

La CSL disparaît, on ne la pleurera pas!

DÉBUT OCTOBRE, la CSL, Confédération des syndicats libres, a mis la clef sur la porte. La CSL, syndicat jaune, était issue en 1979 de la Confédération française du travail, considérée par beaucoup comme le syndicat des truands du patronat. Ainsi, en juin 1977, un commando de la CFT s'était notamment illustré en tuant Pierre Maître, militant CGT des Verrieres mécaniques champenoises lors d'un piquet de grève à Reims. L'implantation de la CFT se situait principalement dans le secteur automobile autour des usines Citroën et Talbot de la région parisienne. Ses militants liés au patronat se retrouvaient souvent encartés dans les rangs du Service d'action civique de Pasqua.

La CSL, elle aussi, joua dans le même registre musclé que son aînée, lors des conflits des usines automobiles de Talbot à Poissy, lors de la « grève des immigrés » en décembre 1983-janvier 1984.

En 1997, suite aux multiples regroupements et à l'automatisation du secteur automobile, le patronat de PSA se mettait à jouer la respectabilité et à privilégier le dialogue social avec les syndicats dits représentatifs et poussait ainsi sur la touche la CSL. Certaines sections de l'automobile passaient alors à l'autonomie ou à FO-métaux.

Mais, en 1998, le quotidien d'extrême droite *Présent* recommandait encore à ses lecteurs de rejoindre la CSL. L'arrivée de la gauche à la mairie de Paris allait mettre petit à petit fin au financement de son siège national. Ainsi en 2001 sous couvert d'aide à son union départementale 75, la CSL avait reçu 2,6 millions d'euros.

La CSL, au bord de la banqueroute et sans aucune perspective de développement, ne sera donc pas présente lors des prochaines élections prud'homales. Avant de plier bagage, la direction de la CSL a demandé à ses adhérents de rejoindre FO. Selon la presse, elle a recommandé également à ses ex-élus prud'homaux de négocier des places sur les listes de ce même syndicat aux élections du 11 décembre. Une information à prendre avec des pincettes, car les listes des candidatures prud'homales doivent déjà être bouclées, si ce n'est déposées. Aux dernières élections, la CSL avait eu des élus dans les sections commerce, en province notamment. Si la CSL est morte en tant que confédération, les syndicats et sections syndicales CSL sont toujours là, même si leurs responsables doivent songer à leur carrière de bureaucrates, en passant à FO, à l'UNSA ou à la CFTC.

Malheureusement, le syndicat à la botte du patron a toujours l'avenir devant lui, qu'il soit confédéré ou autonome...

Jimma

Les dockers ne doivent pas être vaincus

LE SYNDICAT international des entrepôts et des docks (ILWU), le syndicat des dockers de la côte Ouest des États-Unis et du Canada est sous le feu des multinationales et de leur gouvernement de Washington. À travers le monde, de la Grande-Bretagne à l'Australie, en passant par la Nouvelle-Zélande et la Corée, les docks sont privatisés et le travail des dockers est précarisé. Cette chasse au syndicat sur les docks est finalement venue jusqu'au cœur du capitalisme [les États-Unis, ndlr]. Ceci ne peut pas être considéré simplement comme une attaque contre un syndicat donné, mais doit l'être comme un défi direct à la puissance de réaction des ouvriers, et aux petites mesures de démocratie économique qui découlent de cette puissance. La classe des hommes d'affaires ne sera pas satisfaite avant que les docks du monde, peut-être le point le plus important de la distribution des marchandises dans l'économie globalisée, ne soient entièrement sous leur contrôle.

Le régime de Bush a menacé d'envoyer les troupes fédérales dans nos ports. S'appuyant sur l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations, Bush projette purement et simplement d'attaquer l'ILWU. L'entrée de la troupe dans le conflit dont on nous menace aurait des répercussions non seulement aux États-Unis mais dans le monde

entier. Tenter de briser l'ILWU, ce serait s'attaquer au principe même du mouvement ouvrier organisé.

À la classe ouvrière

Les travailleurs ne peuvent pas permettre que l'ILWU soit cassée. Les IWW appellent les prolétaires du monde à s'organiser contre l'offensive des patrons, de leur gouvernement et de leurs médias. Les ouvriers du rang doivent prendre les choses en main pour empêcher leurs syndicats de se dérober. Nous ne pouvons nous permettre aucun compromis dans la défense ouvrière.

Aux opposants à la globalisation

Le mouvement antiglobalisation doit soutenir l'ILWU dans ce combat. Aucune autre lutte ne pose aussi nettement les questions de la mondialisation, du militarisme, de l'hégémonie des multinationales, ni ne propose une alternative prolétarienne aussi puissante que celle qui se déroule sur les docks. Une victoire ici signifiera plus que tous les manifestations de masse qui ont été organisées contre les élites. Un échec serait une défaite historique pour la liberté, la démocratie et la puissance ouvrière. Votre mouvement ne peut pas supporter cette perte; il ne pourra obtenir le succès escompté tout seul.

L'IWW invite donc tous les ennemis de la globalisation du capi-

talisme à se rassembler en soutien à l'ILWU. Pendant les guerres sales en Amérique centrale, le syndicat a refusé de transporter des marchandises de guerre. Le syndicat est resté solidaire avec les masses contre l'apartheid en imposant le boycott des marchandises sud-africaines. Pendant le sommet de Seattle, l'ILWU a bloqué tout trafic sur la côte pour protester contre l'attaque que les droits démocratiques et les libertés subissaient. L'ILWU a porté des centaines d'actions de solidarité avec les ouvriers du monde entier.

Si la grève est brisée

Si les dockers d'ILWU sont remplacés par des soldats, nous invitons expressément les dockers du monde à refuser de travailler sur les bateaux à destination ou en provenance des États-Unis. Nous inviterons les militaires à refuser ce travail de briseur de grève. Nous réclamons un boycott de la part de la classe ouvrière des marchandises américaines jusqu'à ce que l'ILWU ait repris le travail victorieux. Nous invitons les activistes du mouvement antiglobalisation, particulièrement ceux et celles sur la côte Ouest, à soutenir l'ILWU et à se tenir prêts à développer des protestations de masse. Nous ne pouvons pas permettre que l'ILWU soit battue!

Industrial Workers of the World

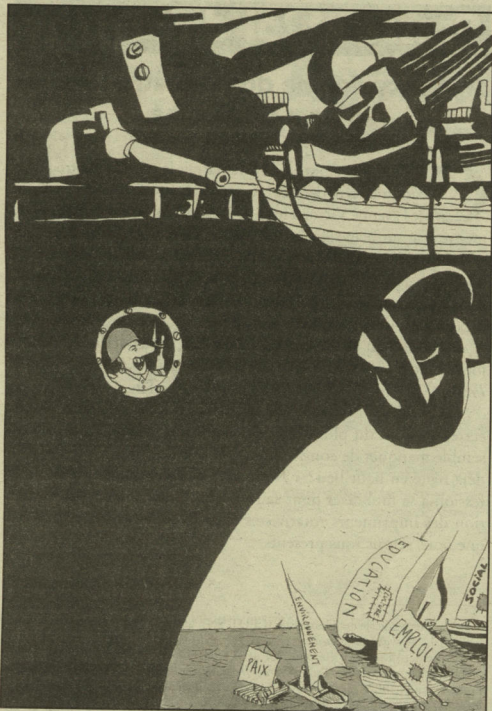


Illustration offerte par Matt Mahlen pour la campagne du CRAM (Collectif résistance à la militarisation) contre le salon d'armement Euronaval.

RÉUNIS EN CONGRÈS, les membres de l'Union pacifiste sont révoltés par la généralisation des politiques répressives dans le monde entier, qui criminalisent les opinions antiguerre, généralisation à laquelle participent les autorités françaises.

L'exploitation médiatique du 11 septembre 2001 marque le début de la guerre des terroristes de Bush contre ceux de Ben Laden. Elle souligne de façon tragique tant l'efficacité de kamikazes fanatisés par une cause, que l'illusoire protection des systèmes d'armement les plus sophistiqués (voire de nouvelles lignes Maginot dans les étoiles, tel le bouclier antimissiles) qui prétendent sanctuariser les territoires des pillards de notre planète.

Après les labourages de bombes, les semailles de mines, les récoltes de tués et mutilés en Afghanistan, qui ont permis de camoufler la crise du capital, le gouvernement américain annonce une nouvelle guerre contre l'Irak, destinée notamment à mieux maquiller les comptes des multinationales du pétrole.

Les augmentations inouïes des budgets des armées, dilapidant d'après l'ONU plus de 900 milliards de dollars par an, le saccage, la domination et la famine chez les plus faibles, contaminent les sociétés gravement paranoïaques d'une monstrueuse et primitive brutalité. En France, le budget 2003 favorise l'armée au détriment de la santé, de l'éducation, de la prévention...

Le recrutement sans fin de toujours plus de professionnels du crime contribue à développer la pauvreté, à restreindre les libertés individuelles, à répandre davantage de violence.

Motion finale

L'Union pacifiste de France, adhérente à l'Internationale des résistants à la guerre, a tenu son congrès les 5 et 6 octobre. Que des motions!

La chair humaine n'est pas une matière première. L'industrie de l'armement n'est pas une activité socialement acceptable. Elle révolte la conscience des citoyens du monde. Les honteux salons de ventes d'armes (Eurosatory, Euronaval, Milipol, etc.) où se rassemble la lie des militaires et des tortionnaires, ne font l'objet d'aucune condamnation dans les grands médias. Pourtant, nul ne peut se prévaloir d'ignorance. La propagande militariste révèle aussi les crimes de tous les États.

Seule la perspective pacifiste, opposant à la force armée une éthique respectueuse de la vie et du droit des personnes à disposer d'elles-mêmes, peut enrayer la banalisation de la violence et des armes.

Chacun doit s'interroger sur la finalité de sa vie sociale et, par son simple refus de collaborer, peut mettre hors d'état de nuire les prédateurs de l'humanité.

L'Union pacifiste travaille à l'émancipation des individus par des méthodes non violentes et réaffirme son soutien à la proposition de loi n° 271-93 sur le désarmement unilatéral de la France, pour sortir enfin du cercle mortel de l'armement et pour généraliser l'objection de conscience.

L'UPF en congrès les pacifistes montrent les dents

L'UNION PACIFISTE dénonce la politique française qui tend à confondre justice et police. Elle s'inquiète du sort des valeurs démocratiques face à l'arsenal répressif mis en place: suspension des allocations familiales, emprisonnement des mineurs, criminalisation des comportements marginaux.

La réunion Europol de février 2003 à Munich, vise l'uniformisation des techniques européennes de répression et prétend qualifier de délictuel des mouvements sociaux. Les arrestations de manifestants de No Border, à Strasbourg cet été, anticipent sur la systématisation de ce processus.

L'extradition à la sauveur de réfugiés italiens, parfaitement insérés dans la société française, remet en cause le principe du droit d'asile, dont ils bénéficiaient depuis de nombreuses

Motion solidarité

années quels que soient les gouvernements passés. Ce revirement est d'autant plus inadmissible qu'ils sont expulsés pour purger de lourdes peines de prisons, sans aucun recours possible.

L'UPF renouvelle son soutien inconditionnel aux

sans-papiers, qui, dans ce contexte de justice expéditive, vivent une situation plus précaire et préoccupante que jamais.

La libération de Maurice Papon, condamné pour complicité de crimes contre l'humanité, ouvre le débat pour faire sortir de l'enfer carcéral tous les présumés innocents, tous les vieillards, tous les malades en phase terminale, sans oublier tous les prisonniers d'opinion. Au contraire de Papon, ces derniers ne partagent pas les « valeurs » des personnes dépositaires de l'ordre public.

La sécurité quotidienne ne peut pas passer par le recrutement sans fin de toujours plus de policiers, gendarmes et militaires.

L'UNION PACIFISTE constate l'inadéquation d'un enseignement fondé sur le nationalisme, le patriotisme, la suprématie d'un peuple sur un autre. Cet endoctrinement mène au racisme, au sexisme, à l'intolérance, à la peur de l'autre, à la violence, à la délinquance. Dans ce contexte instrumentalisé par les États, la Décennie pour une éducation à la paix de l'Unesco ignore la militarisation de l'enfance, l'antimilitarisme, l'objection de conscience.

Combien de personnels éducatifs et de parents réagissent-ils aux protocoles armée école mis en place au mépris de la laïcité? À l'ignominie des enfants soldats? Pourquoi gaspiller tant d'argent, tant de forces, à une

illusoire « défense » et à une suicidaire répression des mineurs? Comment rester soumis face à la propagande terroriste des marchands d'armes, qui incite aux pulsions de meurtre jusque dans les jeux et jouets guerriers?

Nous condamnons le dévoiement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique par les lobbies, notamment militaristes. Pour construire un monde civilisé, l'Union pacifiste invite chacun à participer à sa campagne de promotion de jeux et jouets pacifistes, à briser la chaîne de la reproduction de la violence, à rejeter tout enseignement patriotique.

Motion éducation contre la guerre

L'UNION PACIFISTE réaffirme sa solidarité envers les objecteurs de conscience du monde entier.

En France, elle rappelle que le droit à l'objection de conscience a été suspendu à la suite de la loi du 3 octobre 1998, et qu'il n'est même pas reconnu pour les jeunes garçons et filles soumis à la Journée d'appel de préparation à la défense. Elle souligne ce détournement de mineurs au profit du recrutement militaire, ainsi que

l'impossibilité de changer d'opinion pour les engagés volontaires.

Elle dénonce particulièrement la politique belliqueuse d'Israël, qui emprisonne tous ceux qui refusent de participer à la guerre contre les Palestiniens.

Elle proteste avec vigueur contre les poursuites engagées par le gouvernement grec à l'encontre d'objecteurs de conscience, en particulier de Lazaros Petromelides, pour lequel elle demande un acquittement sans condition.

Motion objection

Elle se déclare solidaire des objecteurs yougoslaves, poursuivis en dépit d'une Constitution fédérale reconnaissant le droit au refus de tuer; elle demande la libération des insoumis allemands et finlandais emprisonnés.

Elle déplore que le statut de l'objection de conscience ratifié en Russie le 10 juillet 2002 (service d'une durée de quarante deux mois, avec affectation décidée par le ministère de la Défense), ne tienne pas compte de l'avis des intéressés ni des associations qui les soutiennent.

Elle s'oppose aux incarcérations des insoumis et déserteurs d'Arménie, de Georgie, d'Azerbaïdjan, de Turquie, du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du

Kazakhstan, de Kirghizie, du Tadjikistan, sans oublier tous les pionniers d'un monde sans guerre des pays africains contraints à la clandestinité ou à l'exil.

L'Union pacifiste demande instamment au gouvernement français et à la Communauté européenne d'accorder systématiquement le droit d'asile à tous les réfractaires, quel que soit leur pays d'origine, dès lors qu'ils sont menacés dans leur vie pour leur seul refus de tuer d'autres hommes.



Pas de répit pour les Roms de Roumanie :

LES ROMS DE ROUMANIE, s'ils sont aussi tsiganes, sont sécularisés pour la plupart depuis l'abolition de l'esclavage en 1890. Cette abolition très tardive ne fut pas le fruit d'un cheminement des consciences mais se fit sous la pression internationale qui voyait d'un mauvais œil qu'une telle incongruité franchisse le seuil du XX^e siècle en pleine Europe. Les lois changèrent donc; les Roms devinrent des citoyens roumains, libres de disposer de leur corps et de leurs biens. Certains choisirent d'émigrer et ils partirent dans toute l'Europe... pour se fixer ailleurs, sous des climats moins xénophobes. Car les lois changèrent mais pas les mentalités, et les Roms continuèrent d'être considérés par leurs congénères roumains comme des sous-hommes, sales, voleurs, feignants... une panoplie que nous connaissons encore aujourd'hui, quand il s'agit de rejeter sur l'autre les causes de sa propre aliénation...

Dans ces conditions, les mesures d'extermination du régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale ne soulevèrent pas d'état d'âme particulier et c'est ainsi que furent gazés entre 250 000 et 500 000 Tsiganes en Europe de l'Est. L'imprécision même de ces chiffres démontre leur extrême vulnérabilité, n'étant pas constitués en État, avec administration, armée et territoire dûment consacrés... Éternels oubliés de l'Histoire, ils n'eurent droit à aucune reconnaissance officielle pour ces déportations ni à aucune reconnaissance de dette pour leurs engagements résistants. Seules la Suisse et l'Allemagne mirent en place des dispositifs d'accueil dignes de ce nom quoique insuffisants.

Puis vint le régime Ceausescu: les Roms, pauvres parmi les pauvres, connurent néanmoins une relative trêve dans les persécutions d'État. Mais loin de jouer en faveur d'une intégration improbable, cela ne fit que renforcer les rancœurs et les fantasmes populaires: ils auraient vendu leurs enfants au Conducator, ils seraient donc des sans-cœur, des parias, des monstres... Ce que les Roumains « oublient » de dire, c'est que la misère matérielle mais aussi intellectuelle et morale (l'alcoolisme est apparu en Roumanie avec le régime communiste...), imposée par le régime, poussa de nombreux Roumains à abandonner eux aussi leurs enfants dans les orphelinats. Désigner l'« étranger », dans ces cas-là, a toujours mis à distance la mauvaise conscience et surtout la douleur...

Ainsi donc les Roms purent fréquenter les écoles, s'établir dans des villages et vivre leur vie de prolétaires ou encore d'ouvrier agricoles; ce fut comme une trêve. À la fin du régime Ceausescu, la vindicte populaire put enfin reprendre ses droits et les exactions s'épanouir sous l'œil plutôt tolérant des autorités; la situation

intérieure était suffisamment tendue et chaotique: pendant qu'on s'en prenait aux Roms, on ne s'en prenait pas aux gouvernants...

Depuis 1989 donc, les persécutions sont quotidiennes, les discriminations fortes et les pratiques racistes sont généralisées et institutionnalisées. Refus par les maires d'inscrire les enfants à l'école, attitudes discriminantes des enseignants, persécutions policières, travail uniquement saisonnier et non qualifié, impos-

Les Roms arrivent en France et se regroupent sur des terrains, souvent en caravanes, pour des raisons de solidarité et parce que c'est à peu près le seul logement, à part les squats, qu'ils peuvent investir. Mais ils ne sont pas nomades. Alors qu'ils fuient la misère et les persécutions, ils retrouvent ici la misère et les persécutions: aucun moyen de subsistance hormis la mendicité; leurs tenues vestimentaires et plus généralement leur aspect physique les désignent parmi la population...

Leurs conditions de vie dans les squats ou sur les terrains provoquent de nombreuses pathologies infectieuses, allergiques et parasitaires; ORL, respiratoires, gastro-intestinales, dermatologiques...

La mortalité néonatale et infantile est cinq fois plus élevée que dans les populations autochtones.

Mais le problème le plus important est probablement celui de la souffrance psychique: l'angoisse perpétuelle des expulsions, celle des contrôles d'identité, la crainte d'être reconduits en Roumanie, l'humiliation permanente, les menaces, la précarité, l'incommunicabilité... D'où ulcères, hypertension, infarctus...

Mais que fuient-ils donc pour endurer toutes ces souffrances? Ils savent que s'ils sont repris, ils iront en prison, leur passeport confisqué pour cinq ans mais, plus que tout, ils savent qu'ils ne peuvent faire aucun projet d'avenir, ni pour eux, ni même pour leurs enfants.

Ce sont ces rêves d'avenir improbable qui viennent de subir un coup d'arrêt avec les projets de lois Sarkozy. Les Roms y seront criminalisés à trois titres: pour occupation illégale de terrain en caravanes, donc en tant que gens du voyage (alors qu'ils sont sédentaires), pour mendicité et enfin en tant que squatters (6 mois de prison et 3 000 euros d'amende).

Côté administratif, les demandes d'asile sont toutes rejetées: la Roumanie

intégrera l'Union européenne en 2007. C'est donc un pays qui offre toutes les garanties de bonne conduite démocratique envers tous ses ressortissants...

C'est dans ce contexte que deux cents Roms ont ouvert un squat à Montreuil (Seine-Saint-Denis) depuis un an et qu'un collectif de soutien s'est constitué face à l'hostilité affichée de la mairie.

Laquelle mairie, apparentée PC, ne rougit pas de sa politique digne du plus pur stalinisme: préférence nationale et discours ouvertement racistes. Les pratiques ne sont pas en reste: les édiles locaux n'accorderont peut-être pas de dérogations pour les inscriptions des enfants à la cantine si les deux parents ne peuvent prouver qu'ils travaillent et des manifestations furent organisées à leur initiative en préfecture pour exiger leur expulsion.

Ainsi va la rénovation du PC: les communistes se dévouent à la cause des sinistrés du Gard, mettent du personnel communal à disposition et feront partir dix enfants de « sinistrés » aux sports d'hiver... Mais les Roms n'ont qu'à s'éteindre ailleurs. La mairie se lave les mains des réactions de rejet qu'elle génère (violences du voisinage notamment). Solidarité franco-françouillarde et exclusion de la misère étrangère sont la règle. Cela va dans l'ordre des choses du PC.

Les Roms, oubliés de l'Histoire, persécutés, criminalisés doivent être régulés en France et maintenant; aucune alternative ne s'offre à eux.

Nathalie Astolfi

FA groupe de Montreuil

*Le collectif de soutien se réunit tous les jeudis à 18h30
47, rue Paul-Doumer
à Montreuil*

Contacts

*roumain.montreuil@laposte.net
roumainsdemontreuil.free.fr*

Une souscription est lancée pour l'achat de tentes. Chèques à l'ordre de **Nathalie Astolfi** à envoyer à **Publico: groupe de Montreuil, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Au dos du chèque, indiquer: FA Montreuil. Solidarité Roumains.**



Credit photo Bony/wPAR

sibilité d'accéder aux systèmes de santé, impossibilité d'accéder au logement. Notons au passage que le terme même de « Tsigani » en roumain est une insulte... Ce sont ces raisons qui ont poussé des Roms à quitter la Roumanie et à se réfugier un peu partout en Europe (Allemagne, Irlande, France principalement).

Certains sont en France depuis plusieurs années mais avec l'ouverture de l'espace Schengen (en janvier 2002 avec la suppression des visas), ils furent plus nombreux à sauter le pas. Mais attention aux effets médiatiques! Ils ne sont aujourd'hui que 4 000 à 5 000 sur le territoire français. Comment parler d'« invasion » avec des chiffres statistiques aussi ridiculement bas?

entre persécutions ancestrales et anéantissement communautaire

Contre le crépuscule des associations

Pour un « agir » libertaire

L'ARTICLE de Vincent Habchi publié dans *Le Monde libertaire* du 10 octobre dressait un bilan de la diversité du secteur associatif et développait l'idée selon laquelle le capitalisme avait retourné le rapport de l'individu au collectif. Aujourd'hui, trop de gens adhèrent à une association dans l'idée de ne pas s'y investir. Pire même, le paiement d'une cotisation justifierait une prestation en retour sans se soucier du caractère participatif. Ce qui a pour conséquence d'utiliser les militants associatifs – dont les libertaires – et d'ouvrir la voie à « un crépuscule des associations ». Pour passionnant que soit le constat, il affirme toutefois l'idée que c'est « la marchandisation » du rapport à l'association en même temps que la fatigue subie par les salariés qui expliquent le phénomène. Et l'article conclut sur « une nécessaire cure de désintoxication » des esprits sans aller plus loin dans la perspective d'un « agir » libertaire en milieu associatif, même s'il est sclérosé.

un fonctionnement hiérarchisé et centraliste, avec une coupure nette entre dirigeants et membres de base que l'on ne sollicite plus que pour payer une cotisation; c'est la normalisation capitaliste.

Parallèlement, le désintérêt croissant pour la chose publique, par rejet des élites politiques concrétisé par une montée en puissance de l'abstention aux élections, encourage la soumission aux événements, justifierait aux yeux de beaucoup le manque d'envie de changer le cours des choses.

Mais pour moi, ce constat pour comprendre le reflux des valeurs associatives et de ses pratiques, ne peut en rester là. Au même titre que notre investissement dans le champ du syndicalisme par exemple, un travail concret est nécessaire et surtout possible pour enrayer cette spirale infernale. Les idées et les pratiques anarchistes n'ont pour seules vocations que de se généraliser parmi les non-libertaires.

Sortons nos idées du placard

La culture politique anarchiste permet – et elle est la seule – de nous donner des outils pour une intervention antiautoritaire dans le milieu associatif. Ainsi, toute personne qui a su se l'approprier est en capacité d'interroger la relation aux pouvoirs et peut décrypter le fonctionnement et les dysfonctionnements d'une association et identifier les lieux de décision pour en comprendre les champs de compétence et les potentialités. Cette grille d'analyse anarchiste permet ensuite, pour peu que l'on s'en donne la peine et que quelques facteurs favorables le permettent, d'intervenir directement. Nous parlerons ici d'associations non libertaires au fonctionnement classique et dont, bien entendu, le but n'est pas incompatible avec notre lutte pour un avenir libertaire.

La notion de « contre-pouvoir » a des limites dans une petite association et ne vaut que si elle se généralise. Le contre-pouvoir doit exister partout, en somme, et surtout pas dans l'optique de contrer le pouvoir uniquement pour se l'approprier. Mais pour faire de chaque individu, membre de l'association, un être agissant et responsable de ses choix. La plupart des caractéristiques du mode d'organisation anarchiste peut trouver un débouché dans le fonctionnement associatif.¹

Le contrôle des mandats, par exemple, peut s'effectuer si l'on met en place la transparence et l'accès à l'information pour tous les adhérents et un contrôle suivi des travaux des secrétaires par un comité de gestion (conseil de surveillance, d'administration ou autre) qui doit être capable techniquement de démettre quelqu'un. Le refus de la hiérarchie doit se manifester à travers l'égalité de droits et de traitement entre les membres des instances (bureau, conseil d'administration, etc.) et tous les autres membres: pas d'exemptions de cotisations, de traitements de faveur, de voix prépondérante, etc.

La nécessité de tendre vers une gestion collective où chacun trouvera sa place peut se faire avec la mise en place de structures internes actives, consultatives ou décisionnelles: assemblées générales, ateliers, commissions, autonomes du Bureau de l'association, animées par des membres de l'association et autogérées. L'affirmation de l'autonomie vis-à-vis des pouvoirs locaux tant politiques qu'administratifs ou économiques a aussi son importance. Enfin, la déclinaison libertaire de l'unité dans l'autonomie (le fédéralisme) doit pouvoir trouver son débouché par l'affiliation à une fédération d'associations partageant le même champ d'activités ou la même philosophie.

Ces pratiques sont plus reprises qu'on ne le croit généralement², et les associatifs plus sensibles qu'on ne l'imagine. Ces quelques exemples, qui ne sont pas des recettes miracles, puisqu'il faut nous adapter à des situations toujours singulières et lutter pour obtenir, doivent nous convaincre que le milieu libertaire ne doit pas être le seul à fonctionner avec des règles antiautoritaires.³ C'est notre vocation de les étendre. Notre patrimoine philosophique et éthique nous fournit une analyse et des outils pertinents; servons-nous-en!

Dany le Nouarérout

1. Le mouvement libertaire et social regorge de collectifs, squats, librairies, comités, etc. qui fonctionnent sur des bases libertaires. Et ils sont dynamiques!

2. Ma propre expérience découle d'un investissement dans une association qui permet à une école (Calandreta, bilingue occitan-français, pédagogie Freinet, laïque et gratuite) accueillant 84 enfants d'exister et de se développer.

3. Milieu libertaire qui n'est pas à l'abri de dérives autoritaires, cela va sans dire!

Vient de paraître

Les Temps maudits, n° 14, octobre-décembre 2002, éditions CNT-RP, 5,50 euros, disponible à Publico. Au sommaire :

Dossier « politiques sécuritaires ». Terrorisme en gros et terrorisme en détail. Grève générale en Espagne et en Italie. Syndicalisme dans l'éducation. Contre les fonds de pension. Debord ou le renversement du marxisme. À noter les magnifiques bois gravés de Paul Baudrier et Antral qui illustrent cette livraison (collection CIRAS).

ERREUR

Rares seront les lecteurs de la revue *Réfractations* (recherches et expressions anarchistes) qui douteront de sa qualité, tant sur le fond que sur la forme (certains sont allés jusqu'à la qualifier de « revue de luxe »). De là à vouloir la vendre 112 euros, non! Nous demandons aux lecteurs du 4-pages librairie de nous excuser de cette malencontreuse erreur. *Réfractations* ne coûte que 12 euros et on peut commander cette revue à Publico.

En vrac

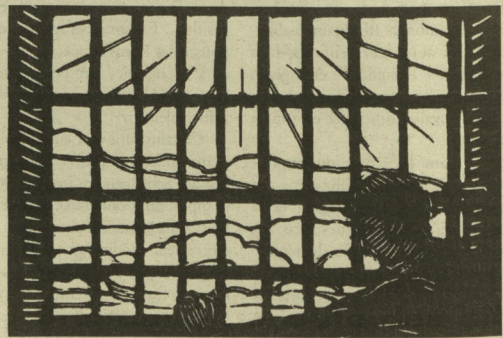
Diffusons! vient de sortir deux nouvelles petites brochures (12 pages A6): « Qu'est-ce qu'une free party? » pose la question de ces rassemblements techno réprimés par la loi (jusqu'à un an de prison et plusieurs milliers d'euros d'amende pour une simple participante, saisie du matériel de sonorisation, ce genre de douceurs), en la (re) plaçant dans l'esprit de rébellion et de contestation, voire de subversion, qui l'a fait naître. Un propos d'autant plus intéressant que beaucoup de techno parades se contentent de surfer complaisamment sur la vague d'une certaine mode très « tendance ».

Réfugiées pour orientation sexuelle explore la situation dramatique en France des réfugiées pour orientation sexuelle, qui fuient des régimes dans lesquels elles sont empêchées, risquent l'emprisonnement, voire sont menacées de mort en raison de leur lesbianisme, ou même de leur sexe. Cette contribution fait ressortir la fragilisation de ces réfugiées issues de continents non occidentaux, dont l'histoire est liée à l'esclavagisme, au colonialisme et à l'impérialisme, qui ont à faire face, en France, à des structures racistes, hétéropatriarcales et sexistes, lesbophobes et classistes. Ces brochures sont gratuites mais pensez aux frais de port (un timbre à 0,41 euros suffit pour chaque).

Diffusons! c/o Nathalie C., 49 rue de la Division Leclerc, 94 110 Arcueil, e-mail: diffong@free.fr

Barricata, le fanzine du RASH-Paris, annonce la sortie de son numéro 9 après quelques mois de relâche. Au sommaire, on retrouve tous les thèmes qui ont fait son succès passé, à savoir un savant dosage entre luttes politiques, histoire sociale et culture punk rock. Il est disponible contre 5 timbres ou 2,50 euros à l'adresse suivante: RASH, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

« Leur bonheur est total », c'est du moins ce qu'affirment *les Lutins Bleu* (le patronyme, contrairement au groupe, ne s'accorde pas) en pleine pochette de leur troisième album. Décidément inclassable, le groupe mélange allégrement les styles, toujours incroyablement à l'aise et énergique, que ce soit dans le punk rock, le mambo (si!), le rock, voire la dance avec ce fameux titre où l'on apprend la véritable histoire d'Ernest Antoine « Say year! ». Si les sujets des chansons correspondent parfois à une triste actualité (le délire religieux par exemple), l'humour est toujours là, imparable. Le seul livret de ce CD est un monument puisqu'il s'agit, ni plus ni moins, d'une énorme parodie des magazines télé (avec les programmes, les reportages, les mots croisés, les pubs, et le poster géant dédicacé!). On en profite pour saluer le groupe FA de Grenoble, qui (nous le savons de source sûre) a infiltré les Lutins Bleu et pour y opérer un long travail de sappe (fait voir leurs fringues). Alors, vous aussi, allez chercher le total bonheur chez tous les bons disquaires, ou alors chez Wakaru, C/O MJC Les Jeandiats, 38250 Villard de Lans, téléphone 06 10 26 57 33.



Brèves Répression

Le secrétaire général de l'UL CGT de Cherbourg, Alain Hébert, a été condamné le 25 juillet à six mois de prison dont un mois ferme, accusé d'avoir frappé un gendarme lors d'une manifestation contre la célébration de la fermeture de l'hôpital maritime de cette ville le 26 juin dernier. Ce jour là ce sont 400 manifestants qui ont débordé les gendarmes particulièrement agressifs. La fermeture de cet hôpital dont bénéficiait la population locale suit celles de services de l'hôpital public voisin. Bien entendu, les faits reprochés sont totalement faux et il s'agit bien là d'un véritable procès politique qui vise le mouvement social dans son ensemble. En clair: « Vos gueules ou on vous cogne dessus. » Le message se veut d'autant plus clair que le bassin d'emploi de Cherbourg subit actuellement de très lourdes restructurations. État et patronat ont intérêt à faire rentrer tout le monde dans le rang... À l'occasion du procès en appel un grand rassemblement est prévu.

Vous pouvez envoyer vos messages de solidarité à Alain Hébert, UD CGT, 109, avenue de Paris, 50107 Cherbourg.

Après Alain Hébert, c'est Guy Fajeau, secrétaire de la section SN Trésor-CGT, qui est traduit devant le tribunal correctionnel le 10 octobre prochain. Sa faute? Être le premier dirigeant d'une organisation à avoir dénoncé, par voie de tract, une manœuvre de la direction visant à utiliser un agent contre la grève décidée dans une perception de l'Isère. Un comité de soutien est mis en place. Pour le rejoindre - quel que soit votre secteur, et parce que la liberté syndicale est notre acquis commun, contactez la CGT Trésor Isère: Téléphone 04 76 85 75 96 - Par fax 04 76 85 75 99 - Par mail cgt038@cp.finances.gouv.fr

À France Telecom, trois agents ont été révoqués, accusés d'avoir « manqué gravement à l'obligation de réserve des fonctionnaires » et d'avoir formulé des « accusations et critiques virulentes » contre l'établissement. En fait, les trois agents en question ont commis l'immense crime d'avoir distribué des tracts d'opinion lors d'un meeting électoral du PS, d'avoir créé un site sur Internet et surtout d'avoir été trop « bavards » et trop critiques!

Ces trois salariés révoqués, dont l'un est un syndicaliste CNT, ont entre 21 et 32 ans de carrière et sont comme par hasard ceux qui ne se sont pas privés de dénoncer les agissements de la direction (harcèlement moral, par exemple). SUD, CNT et CGT ont dénoncé la répression, atteinte à la liberté d'opinion.

À la Fnac, les salariés font signer une pétition aux clients, à l'attention de leur patron Pinault, suite à la répression des salariés grévistes: neuf salarié(e)s de la Fnac Champs-Élysées ont été sanctionné(e)s pour faits de grève. D'autres sont licencié(e)s pour des fautes mineures.

Enfin, vingt grévistes du groupe, dix sept de la Fnac et trois de La Redoute devaient être envoyé(e)s devant le tribunal correctionnel de Paris pour avoir manifesté en mars dernier dans un immeuble de bureaux de PPR (Pinault Printemps Redoute). Ces mesures représentent une atteinte grave au droit du travail, au droit de grève et de manifester, aux libertés syndicales.

Le groupe PPR vient de faire marche arrière en retirant sa plainte car les faits sont en partie couverts par la loi d'amnistie et la direction est « attachée à un dialogue social ouvert ». Ne doutons pas qu'en matière de dialogue sociale, c'est bel et bien la pression qui a exercé l'intersyndicale qui a payé.

Contacts: <http://membres.lycos.fr/solidaritesfnac/salariesfnac@numericable.fr>

Source: la Lettre des militant(e)s syndicalistes libertaires
MSL, clo ESGC, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon

Cliniques privées

Le social est au point mort

SOUVENEZ-VOUS, c'était en novembre 2001; les patrons des cliniques avaient fait « grève », pour pouvoir payer leurs salariés! Il faut dire qu'ils avaient essayé en 2000 quelques conflits plutôt sévères: grèves dures (jusqu'à trois semaines) dans des cliniques (80 à 95 % de grévistes), pas de service minimum, évacuation des patients, Bref, très chaud.

Aussi, lorsque se sont ouvertes les négociations pour l'élaboration d'une convention collective unique (CCU) se substituant aux cinq anciennes conventions collectives, les diverses tentatives pour peser sur les négociations se sont avérées peu efficaces. Seule la CGT a réellement tenté d'impulser des luttes, souvent rejointe par FO, mais sans réussir vraiment à fédérer les rares mouve-

acquis locaux, souvent obtenus par les luttes (primes, treizième mois, etc.).

- Individualisation de la rémunération: promotions par entretiens individuels, critère de « compétence » en concurrence avec celui des qualifications...

La transposition de cette CCU dans les cliniques, pratiquée « la hussarde » va-t-elle déclencher la colère de salariés déjà bien maltraités? Elle permettra peut-être, frappant l'ensemble du secteur en même temps, de fédérer les luttes... à venir.

En tout cas les patrons des cliniques privées, grâce à la CCU, réussissent leur restructuration et s'installent dans une position maîtresse dans le système de Santé face à un Hôpital public toujours plus menacé. Alors, si on vous demande ce que sont devenus les 1,7 milliards de francs, vous leur direz...

Les patrons passent par la case État et touchent le pactole

À Montpellier, par exemple, à l'appel de la CGT, vingt établissements se mettaient en grève et mille salariés manifestaient leur colère dans la rue! D'autres points chauds: Toulouse, Agen, Bordeaux, Marseille... Du jamais vu!

Il faut dire que l'activité syndicale est dure à mener sur ce secteur: absence de tradition syndicale, principalement des PME (ambiance paternaliste ou esclavagiste garantie), grande mobilité des salariés (je suis pas content, je me casse... et je me fait exploiter ailleurs). Si effectivement, les années 1999 (RTT) et 2000 marquent un tournant important (la CGT a triplé le nombre de ses syndiqués en quatre ans), il n'est pas exagéré de dire que les rapports de force restent largement du côté des employeurs.

Alors, le 18 avril 2002, après deux ans de simili-négociations, la CFDT et la CFTC signent une CCU bien éloignée des aspirations des salariés. Les deux tiers de la CCU se contentent de reprendre le code du travail; certains articles sont ambigus à l'interprétation et tentent de légaliser de vieilles pratiques douteuses. Quant au chapitre rémunération, il est un mélange de cynisme et de fourberie: - centré sur les personnels soignants (pénurie oblige) il oublie délibérément les autres (agents de services hospitaliers et administratifs).

- mise en place d'un dispositif complexe, augmentant les salaires les plus minables (c'était le minimum!) mais permettant de remettre en cause les

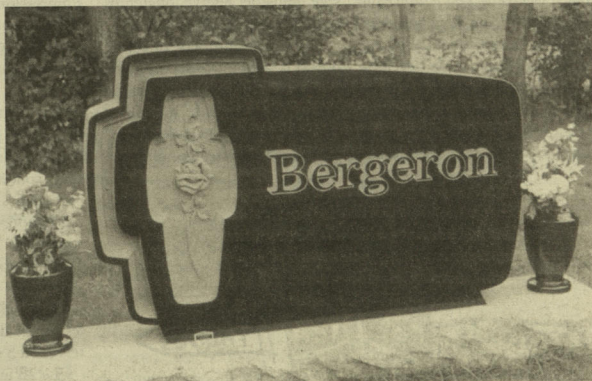
PG
collectif anarcho-syndicaliste la Sociale,
in la Lettre des militant(e)s syndicalistes
libertaires,
numéro 27, octobre 2002

C'est au tour des salariés de jouer

Un homme de bien

B LONDEL, interrogé par la presse sur la question des heures supplémentaires, se transforme en défenseur de la décentralisation et de la déréglementation. Il s'est en effet déclaré opposé à la « formule du décret, car c'est une disposition identique pour tout le monde », or, « la situation est différente selon les secteurs d'activité ». Il a poursuivi: « on doit pouvoir résoudre rapidement [le problème] par négociation par secteur d'activité avec un certain nombre d'heures supplémentaires en fonction de l'activité des secteurs. »

Voilà les soucis patronaux bien pris en compte, et une déclaration qui fera



bien plaisir à l'aile « libérale » de FO! Un étrange mélange des genres en tout cas, pour un « camarade » qui se veut champion de l'indépendance syndicale. Celles et ceux qui ont adhéré à FO sur des aspirations combattives apprécieront. Il est grand temps de construire une opposition interne sur

un cahier revendicatif dissident et des stratégies d'unité d'action.

Jélif, CGT-FO

Pour celles et ceux qui en ont assez et qui veulent autre chose: un site,
<http://site.voila.fr/eugene.vardin> et un e-mail:
forum_eugene@yahoo.fr

Blondel à l'écoute des difficultés patronales?

Le Trégor au chômage

FIN AOÛT 2001, Highwave, une des entreprises de la technopole de Lannion dans le Trégor (22), annonce son troisième plan social: en juillet 2001, suppression de 500 emplois, en novembre, 288.

L'entreprise, créée par sept anciens ingénieurs du CNET (centre national d'étude des télécommunications), qui fabrique des composants optoélectroniques et des amplificateurs optiques pour des opérateurs de télécommunications s'enfonce. Sur 1 000 salariés au départ, seuls 58 doivent rester. C'est la fin du rêve Highwave de la région et, surtout, un drame humain. Sur le bassin de Lannion, 1 700 emplois ont disparu depuis janvier 2001. L'ANPE enregistre une hausse de 20 % du nombre des demandeurs d'emploi. Pour une petite commune de 20 000 habitants, ça fait mal.

Le début du rêve a lieu en 1962 quand arrive le CNET. Les usines des télécoms s'agglutinent sur le plateau industriel de Lannion dont la SLE qui devient ALCATEL. Dans le milieu des années 70, le passage de l'électromécanique à l'électronique supprime déjà des emplois comme en 1984-1985 (1 500 emplois du personnel des ateliers de fabrication, dont Thompson, disparaissent en six mois).

En octobre 1984, 8 000 personnes manifestent. En novembre 1996, une manifestation rassemble 15 000 personnes contre la suppression du dernier atelier de fabrication d'ALCATEL et les menaces de rapatriement sur la région parisienne d'une toute petite unité de trente personnes; sont menacés 500 emplois.

Grâce à un mouvement social fort, rien ne se fait

À partir de 1998, à côté des groupes nationaux ALCATEL et France Télécoms, s'est renforcé un tissu de PME qui finit par peser jusqu'à la fin des années 1990.

L'ADIT (agence de développement industriel du Trégor), créée en 1985, fait la publicité de la région et tout ce qu'il faut pour attirer les entreprises spécialisées

dans les télécoms, l'électronique, etc. Le patron de SIEMENS débarque en 1998 dans la région et dit qu'il y a un « vivier potentiel de recrutement » dans le Trégor.

L'explosion des start-up jeunes de quelques mois crée des centaines d'emplois. Il y a des images de grands groupes comme la petite Optronics d'ALCATEL, cotée en Bourse qui construit de nouveaux locaux prêts à accueillir un millier de salariés. On parle de spirale gagnante pour la « Trégor Valley » ou l'« Optical Valley »; on constate une croissance fulgurante, l'afflux de capitaux risqués à l'américaine, la création d'emplois de production nés par centaines, contribuant à rééquilibrer un paysage industriel réservé longtemps aux ingénieurs.

Patrons aventuriers, directeur d'ANPE, actionnaires, politiciens et politiciens, employés de fraîche date, tout le monde se frotte les mains. On parle du Trégor dans la presse économique.

Des boîtes parisiennes décentralisent à Lannion.

Le PDG d'Highwave, Delevaque, résume alors le sentiment général: « Il n'y a aucune raison pour que cette croissance s'arrête. » Reinaudo, grand patron de l'optique à ALCATEL a carrément la foi: « On y croit durablement. Ce que vous avez vu préfigure le XXI^e siècle. Nous vivons la même révolution que celle que nous avons connue avec l'électronique il y a quarante ans. »

Les remous qui frappent alors la net économie ne troublent alors personne ou presque.

Mais le 17 juin 2001, 250 salariés d'Optronics manifestent devant ALCATEL: on prévoit la suppression de 286 emplois en CDD (contrat à durée déterminée). Highwave annonce les premières mesures de chômage partiel.

Le 27 juin 2001, Tchurtick, PDG d'ALCATEL, annonce la fermeture de cent usines, Lannion étant concerné. Chez Highwave, 500 salariés sont mis au chômage partiel après que cette entreprise a racheté en mars 2001 la société Ciscophotonico France, de Trégastel.

Le 8 juillet de la même année, les usines d'ALCATEL Converters et RFS sont mises en vente.

Le 26 juillet, c'est la première manifestation des salariés d'Highwave.

Le 8 août, Lucent le géant américain, supprime 104 emplois sur son site de Lannion.

Le 13 septembre, à l'appel de l'intersyndicale, de toute la gauche, des indépendantistes de l'UDB (union démocratique bretonne), quelques centaines de personnes défilent dans la zone, en solidarité avec les salariées et sala-

riés du plateau industriel. Dans notre communiqué de presse, nous faisons une charge antipatronale et un appel à un retour aux sources du syndicalisme. L'UDB suggère des exonérations d'impôts, le report des cotisations sociales pour les entreprises en difficulté!

On pense remettre en selle le collectif « Trégor debout! » créé en 1996 pour contrecarrer la suppression de 400 emplois à ALCATEL. Ce n'est pas trop tôt! Mais les syndicalistes lannionnais ne souhaitent pas brûler les étapes! En bref, il n'y a pas le feu au lac alors que 1 000 emplois sont menacés sur toute la zone!

Un seul patron de la société Élias, clairvoyant, nous résume bien la situation: la mono-industrie, la dépendance de Lannion aux Télécoms et à l'optronique liés aux marchés de haute technologie cycliques font que la région subira toujours des pressions. C'est tout sauf un long fleuve tranquille. Durant le mois d'octobre 2001, des salariés emploient des moyens plus radicaux et occupent pendant plusieurs jours les ateliers d'Highwave de Trégastel. Sur les 480 suppressions d'emplois du nouveau plan social, 87 concernent le site de Trégastel. Les grévistes refusent la mise en œuvre de ce plan social et réclament, à défaut du maintien des contrats de travail, une indemnité de 100 000 F alors que la direction offre 7 700 F. Le samedi 3 novembre 2001, à l'appel du collectif « Trégor debout! », plus de 5 000 personnes descendent dans la rue (du côté libériste seul le groupe « Jes Futuro » répond présent) et défilent derrière les banderoles: « Le travail avant la Bourse », « Labour e Breizh », « Capitalisme partout, justice nulle part » (en français et en espéranto), « Du travail, pas des illusions » contre les différents plans sociaux et les centaines de contrats d'intérim pas renouvelés.

Nous sommes loin des 15 000 de novembre 1996. C'est un énième baroud d'honneur. On attend une embellie. Mais, courant novembre, on parle de gel des salaires, de chômage partiel, de suppression d'emplois un peu partout.

La CFDT et le patronat mettent le paquet sur les congés de reconversion liés à des tickets restaurant financés à moitié par l'État et l'entreprise pour un montant maximal de 1 000 F et 65 % du

salaires brut pendant sept mois. Les salariés qui parent de suite avec une prime de 15 000 F doivent attendre 25 jours avant de toucher les Assedic.

Aujourd'hui, Highwave en est à son troisième plan social, 1 700 emplois ont disparu depuis février 2001, la CFDT en appelle à l'État et à l'Europe et craint la fuite d'un savoir-faire vers d'autres régions (problème crucial, n'est-ce pas?). « Il faut appliquer les mesures de la loi de modernisation, gagner du temps par la voie juridique », dit ce charmant syndicat.

La gauche classique demande la même chose, le PC l'interdiction des suppressions d'emplois, ATTAC nous fait un cours d'économie. « Tous ensemble » nous allons de la rivière vers le centre ville de Lannion avec nos banderoles.

Nous sommes loin du « fric ou boum » de certains Moulinex, des menaces de sabotage de Cellatex, des confiscations de stocks de la filature Mosley, des chaussures Bata balancées dans le caniveau parisien...

Une salariée d'Highwave tombe des nues: « On nous dit qu'il ne reste plus d'argent, et pourtant ce sont les salaires les plus élevés qui sont maintenus. Or le savoir-faire est aussi dans la main des opératrices et des opérateurs. »

En première page du *Ouest-France* du 30 août 2002, le point de vue d'un professeur de ressources humaines et management de Rennes, M. Duthoit est donné: il parle d'un nécessaire pacte social.

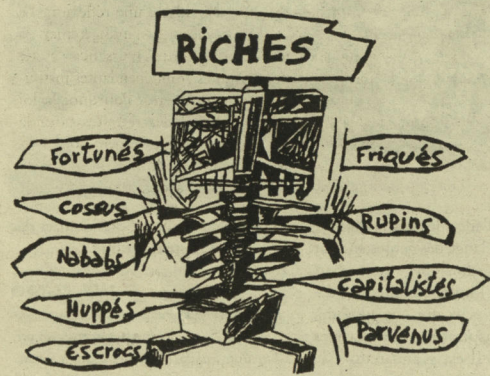
ACTIONNAIRE



DISPENSÉ de souffrir



Persone que l'on affame



Finalment, beaucoup de noms pour si peu de gens

Pacte social, mon cul! Il est temps que cela cesse!

Depuis, il y a eu une manifestation organisée à l'appel des divers syndicats représentés dans les entreprises de Lannion. Elle a rassemblé environ 1 600 personnes le mercredi 3 octobre. Espérons que la mobilisation va continuer et qu'elle va prendre de l'ampleur.

Sergej et Isa
du groupe Jes Futuro

Les dessins sont de
Barthélémy Schwartz

La Maison des syndiqués

Mes recherches sur la coopérative du Cinéma du peuple qui, dans l'histoire du cinéma, fut la première organisation libertaire à réaliser des films militants à la veille de la guerre de 14-18, me mirent sur la trace d'un local méconnu, situé au 67, rue Pouchet dans le 17^e arrondissement de Paris, siège de cette coopérative. Quel était donc ce lieu que même les archives de la CGT ne mentionnent pas ? Ce sont deux articles de journaux, l'un très réactionnaire et paternaliste de *l'Univers* et l'autre de *l'Humanité* qui nous en donnent à la fois une description relativement précise (un des plus grands locaux syndicaux de cette époque) et également une idée des activités qui s'y déroulaient.

Ainsi on apprend que ces locaux syndicaux étaient souvent pourvus d'une clinique, tandis que l'allure des anarchistes avec leur cape et leur chapeau noir fait penser à Aristide Bruant peint par Toulouse-Lautrec. Cet immense local n'aura pas eu une vie bien longue si l'on se réfère à une lettre de la

Société de construction des Batignolles datée du 27 juillet 1918 et adressée au préfet de la Seine : « Nous venons solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'exécuter quelques légères modifications indiquées aux plans joints à cette demande, dans l'immeuble situé 67, rue Pouchet, propriété de la Société de construction des Batignolles [...] afin d'y installer la cantine et l'économat des employés et ouvriers de cette société dans les locaux précédemment occupés par la cantine du Secours national. » La guerre de 1914 aura probablement ruiné les efforts des bâtisseurs de cette maison des syndiqués.

Eric Jarry

comptoir. C'est « la Ménagère », la coopérative de l'arrondissement qui fournit les vins.

Montons le large escalier de bois qui mène à l'étage supérieur. Le camarade permanent a allumé le gaz. À sa lumière, sur le mur blanc, éclate une monumentale reproduction de l'affiche de Grandjouan sur les événements de Villeneuve-Saint-Georges, celle où l'on vit menant la charge sanglante, le garde des Sceaux d'alors, l'ex-camarade Briand. Cette réplique est d'un coloris admirable, d'une vigueur émouvante, et faite avec un sens de la décoration tout à fait remarquable. Elle est l'œuvre d'un camarade et les fondateurs de la maison regrettent aujourd'hui de l'avoir laissé faire à même le mur.

C'est avec le même goût et avec la même richesse de couleurs que toute la salle du second étage est décorée. Au long des poutres qui forment l'armature de la salle, courent des guirlandes de feuillage, en étoffe mais fort jolies. Sur les murs, de grandes fresques décoratives rappellent les luttes prolétariennes. La scène est vaste et bien ornée. Salle de spectacle ou salle de réunion, il en est peu d'aussi agréables dans Paris.

C'est que tous les corps de bâtiment se sont mis à l'œuvre pour faire de la maison syndicale une belle maison. Maçons, peintres, ébénistes, mécaniciens, tous ont donné de leur peine. Ceux qui remirent le plafond en état et arrachèrent la toile qui s'y trouvait se souviennent de ce qu'ils ont mangé de poussière ce jour-là. Les autres ont refait les murs, dressé les boiseries, monté la scène, etc. Et les jours de réunion, chacun peut contempler son œuvre.

La clinique

Mais redescendons. Il y a bien encore à cet étage, la bibliothèque, des salles de réunion pour commissions ou conseils syndicaux, et de grandes armoires où bientôt chaque syndicat de section aura sa case réservée.

Mais ce qu'il faut voir surtout, c'est la clinique médicale, qui est pour ainsi parler, le support de la maison. Le principe de l'organisation du 17^e n'est pas en lui-même différent de celui des autres maisons syndicales. Les modalités peuvent varier; mais c'est là comme au 13^e, comme à la rue Grange-aux-Belles, ou comme à Lyon, l'établissement du service médical, nécessité par les accidents du travail, qui a permis la fondation de la « Maison des syndiqués ».

La clinique de la rue Pouchet est d'une propreté, d'une netteté à ravir les chirurgiens les plus délicats; l'infirmier qui nous la fait visiter, et qui a une expérience

solide de son métier, est tout heureux de nous en détailler l'installation. Rien n'a été sacrifié à l'éclat; mais ce sont les instruments ou les dispositifs les plus modernes qui ont été choisis. Et le carrelage blanc qui recouvre les murs donne à toute salle de douleur un air de gaieté plaisant. Trois médecins et une doctoresse sont attachés à la clinique. Parmi les docteurs, se trouve un spécialiste pour les maladies du nez et de la gorge.

L'organisation

Par quel prodige d'habileté et de dévouement les camarades du XVII^e sont-ils arrivés à édifier ainsi leur maison syndicale? Il faut les entendre le raconter eux-mêmes joyeusement. En dehors de l'entente passée avec les docteurs pour l'installation de la clinique, il a fallu les sacrifices directement et immédiatement consentis par les organisations. Il y a quatorze syndicats ou sections syndicales qui ont aidé de leurs cotisations à l'édification de la maison.

Tout en redescendant l'escalier, je félicitais les camarades pour leur heureuse initiative.

« Mais vous n'avez pas tout vu, me disent-ils. Il y a encore le sous-sol. Le sous-sol, ancien rez-de-chaussée, forme aussi une immense salle de réunion. Pendant la dernière grève du bâtiment, les soupes communistes y furent établies. Et sur le mur du fonds, comme un trophée, se trouve accroché un tableau symbolique, représentant le supplice du renard¹ et qui fit, paraît-il, fort enrager les agents de police aux Galeries Lafayette.

Le bruit de nos voix avait réveillé dans sa niche, le chien de la maison qui dormait.

« Veux-tu bien te taire, Clemenceau? », cria l'un des camarades. Et, pour une fois l'on reparla d'un ministre bien oublié...

Lorsque je quittai les camarades et repassai dans ma tête les souvenirs à raconter, je ne pouvais me défendre d'une réflexion. La loi des accidents, indirectement, a donc donné naissance à de vivantes et indépendantes institutions ouvrières. Pourquoi la loi prochaine des retraites pour la vieillesse, et je l'espère pour l'invalidité, ne donnerait-elle pas à son tour à de fortes créations? Pour cela, il suffit de vouloir.

Que la classe ouvrière multiplie ses initiatives, qu'elle s'empare avec confiance de tout ce qui lui est bon gré mal gré accordé. L'avenir est à elle.

Albert Thomas

l'Humanité du 27 novembre 1909

1. Le renard est en 1909 le terme employé par les ouvriers syndiqués pour désigner l'ouvrier non syndiqué (remerciements à Pierre Enckell pour cette précision).

Point de vue du journal « l'Univers »

RUE POUCHET 67, tout au fond du 17^e, les syndicalistes révolutionnaires possèdent une maison. En bas dans la salle de réunion sont apposées les affiches annonçant les grèves ou les fêtes familiales, analogues à celle à laquelle j'ai assisté samedi soir, car dans les milieux révolutionnaires, la tendance (du reste fort louable en elle-même) est d'instruire le peuple en le distrayant. Les bureaux des comités, une « clinique médicale », une buvette sont attenantes à la salle. Au premier, sous la charpente apparente et enguirlandée du toit s'étend une vaste salle de théâtre. De confortables demi-fauteuils en bois la remplissent.

Les murs sont décorés de peintures représentant des plantes vertes entrelacées, représentant aussi des scènes symboliques: la CGT maîtresse du globe, avec l'inscription: « Proletaires de tout pays unissez-vous »; l'armée française écrasant des ouvriers aux crânes ensanglantés; un femme crachant sur un dragon en lui disant: « Ah! J... E... tu as tiré sur le peuple! »; une apothéose de la révolution sociale où l'on voit le peuple émancipé fouler aux pieds drapeaux, emblèmes religieux, codes, etc. Les travailleurs, affirme une banderole, n'ont rien à demander mais tout à prendre.

Le public, environ 3 à 400 personnes comprend trois éléments bien distincts. D'abord des professionnels de l'anarchie: bohèmes aux longs cheveux, au vaste chapeau de feutre mou, au manteau flottant, « meneurs » aux gestes nerveux ou penseurs à l'air inspiré; jeunes dames fort élégantes ma foi [...] puis des ouvriers en casquettes et en foulards blanchâtres remplaçant le faux col.

Le mieux serait de donner ici *in extenso* les principales strophes de ces chansons anarchistes: mais beaucoup sont tellement obs-

cènes que leur reproduction est impossible. Lune d'elle, en particulier, équivaut à un véritable attentat à la pudeur... Ce qui n'empêche point des pères et des mères de famille d'en rire aux éclats, à côté de leurs jeunes filles et de leurs petits garçons.

D'ailleurs, les œuvres de ces poètes de l'émeute aux mines plus patibulaires que sentimentales sont d'une excessive indigence artistique et intellectuelle.

Galimatias prétendu philosophique ou grotesque phraséologie, elles se ramènent toutes aux idées suivantes: le mariage est une véritable « prostitution » et il faut lui substituer l'amour libre; « les lois de la nature » sont « le meilleur gouvernement » et l'Homme raisonnable doit s'y soumettre; le malthusianisme est recommandable et l'avortement légitime; l'ouvrier doit exproprié le bourgeois fainéant et le patron usurpateur qui s'engraisse de ses sueurs; le bon Dieu est une invention de la même espèce que Croquemitaine; l'armée est une bande d'assassins, le drapeau un vil calicot et la patrie une « idole » méprisable [...]

Combien faudra-t-il de boue et de sang pour prouver à nos intellectuels révolutionnaires (supposés sincères), que l'homme privé des ailes de l'idéal divin, ne tarde pas à devenir le plus mal-faisant des animaux?

Gustave Gautherot

l'Univers
du 20 février 1901

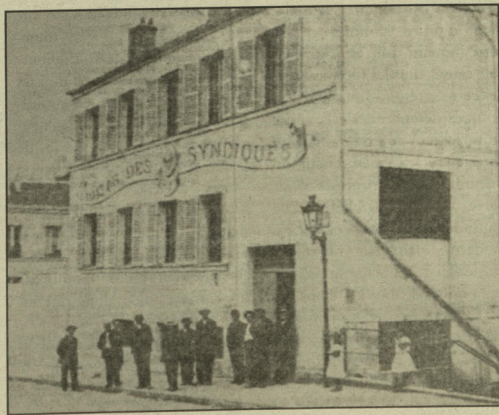
Point de vue du journal « l'Humanité »

67 RUE POUCHET. Il y a peine qu'elle est ouverte. Mais il n'est pas un lecteur de notre journal qui ne connaisse l'adresse de cette nouvelle maison syndicale tant les convocations y sont nombreuses, tant la vie y est intense.

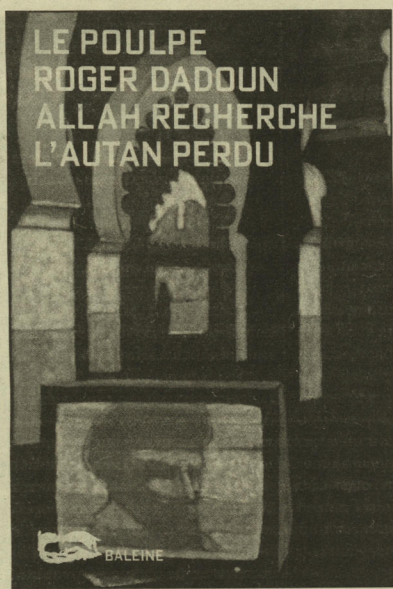
« Nous espérons bien que vous viendrez visiter notre maison, une des plus belles de Paris comme installation », m'avait écrit, dans son enthousiasme, le camarade Duriat. Et bien que ce soit un vrai voyage que d'aller de la rue du Croissant aux Batignolles, je ne pouvais me refuser à l'invitation.

L'autre soir, donc, j'allai retrouver là-bas les camarades. C'est dans un vaste immeuble qui servit autrefois de fabrique que les syndiqués du 17^e ont établi leur maison. Sur la façade, en grandes lettres, son titre annonce fièrement: « Maison des syndiqués ».

Quelques marches conduisent au premier étage devenu presque rez-de-chaussée par la transformation du passage à niveau voisin et la surélévation de la rue. Et l'on entre tout de suite dans une première salle de réunion, garnie de bancs et de chaises et pouvant bien contenir 600 personnes. À côté, discrète, comme réduite à un long corridor, la buvette avec son



Le Poulpe : Roger Dadoun
Allah recherche l'autan perdu (Balcine, 1996)



ENTURBANNÉ talibanesque, un noir regard barbu
Darde sa sourcilleuse ténèbre sur l'immense désert dru.
Or ce n'est rien que phosphorescence de lignes et de piques,
Qu'expectoient altièrès les arcades aux colonnes mystiques:
Pixels d'images qui s'avèrent creveurs d'yeux.
Coraniques arcanes où vont s'égarant des songes de soufis,
L'insolente denture d'une chiennerie télé y braque ses défis.
Ah là, que viennent y virevolter vite de fines et vibrantes arabesques,
Résonnez, taars et derboukas, de voluptés mauresques.
Hors des carcans du dogme, chantez, sourates, chantez âme et cieux
Et terre et chair, pour qu'ivre tourne une roue univers sur son calame-essieu :

Il n'y a pas d'autre dieu.

Explication. Le nom d'Allah s'entendant clamé, réclamé d'un peu partout, il était intéressant de le mettre en scène, et de faire voyager notre Poulpe athée libertin le long des itinéraires religieux qui, du Caire à Téhéran en passant par Ryad, en assurent la dramaturgie. Le souffle d'Allah est représenté ici par ce vent du sud, appelé *autan*, qui artisa et porta les pre-

mières croyances et dont le Poulpe accuse l'impact à la page 17 du livre: « Comme qui dirait, Allah recherche l'autan perdu... » Et du coup, voici Lecouivreur survolant justicier, tel l'ange Gabriel, proussivement et CNNement mais sans haine, le temps perdu.

R. D.

LES ATTENTATS terroristes du 11 septembre 2001 ont stupéfait le monde occidental et ont été dénoncés par la plupart des États du monde: ceux qui s'estiment effectivement les premiers visés, les pays occidentaux et ceux qui en redoutent les conséquences, à commencer par les États arabes qui craignent d'en faire les frais. Quant aux populations, selon qu'elles sont ou non occidentales, elles auront sans doute porté un regard différent sur les images télévisuelles de la destruction en direct des symboles de la puissance économique et militaire américaine.

Ces attentats posent deux principales questions et pourraient se « lire » de deux manières: en s'attaquant aux symboles de la puissance financière et militaire des États-Unis, les terroristes islamistes se considèrent-ils comme l'avant-garde d'une lutte des pauvres contre les riches ou bien désirent-ils la destruction de l'empire du Mal afin d'étendre sur le monde entier la loi de Dieu, la Charria? Réactivent-ils la guerre du croisissant contre la croix ou bien sont-ils les combattants d'une guerre déclenchée contre un « mondialisme » ultralibéral triomphant? La religion n'est-elle que le prétexte à des conflits bien profanes qui opposent les hommes entre eux depuis toujours ou bien les « fous d'Allah » ne visent-ils pas à étendre la seule vraie religion de par le monde? Sont-ils les messagers des « damnés de la terre » ou les valeureux soldats d'une guerre sainte déclarée contre les infidèles? Pourtant, voir en Ben Laden un nouveau Che Guevara, fer de lance d'une nouvelle révolution anticapitaliste, paraîtra aussi idiot que de voir dans José Bové un dangereux émule du terrorisme islamiste. Et pourtant!

Quelle est la raison principale du terrorisme islamiste? La haine

Dieu, Ben Laden et le Grand Satan

de l'Occident chrétien, la lutte contre l'impérialisme occidental, la revanche sur l'occupation coloniale ou bien le fanatisme religieux? Et si ces objectifs sont indissociablement mêlés, lequel est prédominant?

Ce n'est pas un hasard si les fiefs du « terrorisme international » sont des pays arabes musulmans, colonisés, humiliés, frustrés, exploités, manipulés depuis des décennies par des gouvernants occidentaux occupés à y faire prévaloir leurs seuls intérêts, économiques, stratégiques, géopolitiques et culturels. La « guerre » que veut mener aujourd'hui l'Occident contre le « terrorisme international » n'est pas plus une guerre du Bien contre le Mal que ne l'est la Djihad engagée par les islamistes contre un Occident vautré dans le consumérisme. Il s'agit en réalité d'une lutte entre deux idéologies totalitaires qui voit s'affronter deux intégrismes: celui d'un système économique qui se présente comme le seul et unique modèle de société fondé sur un seul modèle de développement, engendrant une seule culture, une seule civilisation et prétendant s'étendre à la planète entière (fût-ce au prix de son autodestruction); celle d'une religion monothéiste qui se présente comme la seule vraie, doit engendrer un seul type de société et n'a de cesse que de conquérir l'humanité entière (fût-ce au prix du suicide de ses fidèles)? Il ne s'agit donc pas d'une guerre de la civilisation contre la barbarie, de la liberté contre l'obscurantisme, pas plus qu'il ne s'agit d'une guerre sainte contre le « Grand Satan » occidental mais bien d'une guerre entre deux impérialismes: celui qui vise à soumettre l'homme à

l'économie, celui qui vise à soumettre l'humanité à Allah.

Un dieu unique a engendré une pensée unique. En Occident,

Monothéisme et terrorisme

ce que n'avait pas réussi à faire le monothéisme religieux chrétien, conquérir le monde, le « monothéisme profane » est en train de le réaliser: un nouveau dieu unique, le dieu argent, régente le monde entier et tient sous son implacable férule la quasi-totalité des êtres humains. Il terrorise et asservit l'humanité. À cet égard, le monothéisme religieux semble avoir été le prototype de la pensée idéologique dont le propre est de prétendre s'imposer à l'ensemble des hommes. La prégnance dans l'inconscient collectif occidental d'une croyance en un dieu unique a engendré une conception totalitaire, puis totalitaire, actuellement d'ordre économique, de l'être humain. Elle est la principale cause, chez les Occidentaux, de cette prétention à être les uniques détenteurs de la vérité universelle. À ce titre, la religion chrétienne, elle-même issue du monothéisme juif, peut être considérée comme l'archétype de toutes les idéologies occidentales modernes, dans leur volonté de dire le vrai de tout l'homme à tous les hommes de tous les temps.

La dernière religion monothéiste de l'Histoire, l'islam, a été à bonne école! Comment s'étonner que, face à l'impérialisme occiden-

tal et au regard du bilan mondial catastrophique qu'il a généré, les plus fanatiques de ses fidèles se dressent pour mettre à bas le Grand Satan qui étend son implacable règne matérialiste sur le monde? L'islam vit, avec les sept siècles de décalage qui le séparent historiquement du christianisme, la phase intégriste et totalitaire de son histoire, celle qui, de l'Inquisition à l'aube du siècle des Lumières, avait obscurci la religion chrétienne au point d'en faire la religion la plus sanglante de l'Histoire. Depuis que cette dernière a été reléguée dans la sphère de la vie privée, depuis qu'elle a renoncé, du moins officiellement ou publiquement, à diriger les affaires du monde, depuis qu'elle a dû distinguer le « spirituel » (tout ce qui concerne, selon elle, l'« âme » humaine) du « temporel » (tout ce qui aurait trait, selon elle, au gouvernement des nations), le christianisme, non sans parfois quelque nostalgie de son passé (exprimée dans l'intégrisme catholique en particulier), ne prétend plus régner que sur les « esprits », ce qui ne lui évite d'ailleurs pas de déborder sur les « corps » des individus comme sur le corps social! Il serait toutefois inimaginable de voir aujourd'hui un évêque à la tête d'un État occidental. Par contre, les ayatollahs et autres talibans n'imaginent pas ne pas faire régner la loi de Dieu, sur ce que nous appelons la « société civile ». Toute société ne peut être pour eux que « religieuse », c'est-à-dire dirigée par eux et par eux seuls. Et l'on sait à quelles extrémités l'application de la Charria a pu conduire certains États musulmans.

Le choc entre ces deux totalitarismes verra-t-il la victoire de l'un d'entre eux? Le ventre mou

de l'Occident repu peut faire douter de l'issue d'un tel affrontement. Quatre islamistes fanatiques munis de cutters ont ébranlé les bases de la première puissance du monde! De la réponse qui sera donnée au terrorisme islamique dépendra l'avenir. Soit les États occidentaux se demanderont enfin pourquoi on en est arrivé là et apporteront les bonnes réponses, soit ils s'enfermeront dans une logique de violence sans être sûrs d'en sortir victorieux mais qui conduira par contre, à coup sûr, à un nouveau totalitarisme policier planétaire. Les quelques milliers de victimes innocentes new-yorkaises ne seront peut-être pas mortes pour rien: elles auront peut-être réussi à réveiller la petite minorité des nantis de ce monde, ce que n'avaient pu faire les millions de morts victimes de l'impérialisme ultralibéral occidental.

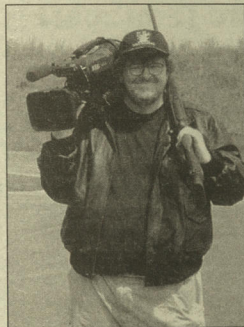
Un libéralisme totalitaire qui plie le monde entier aux seules lois du Marché et une religion totalitaire qui vise à soumettre le monde aux lois d'Allah, tels sont aujourd'hui les protagonistes d'une guerre déclarée depuis une vingtaine d'années. La guerre engagée entre eux sera un combat à mort. Saurons-nous l'éviter et faire évoluer l'humanité vers le partage des richesses de la planète et la mutuelle appréciation de ses différentes composantes culturelles, saurons-nous construire un monde où le « pluralisme spirituel » se serait enfin libéré du « totalitarisme religieux »? Tel est l'enjeu du siècle.

André Monjardet



LE CINÉMA a, entre autres vertus, celle magnifique de faire accéder aux rêves. Combien de spectateurs émerveillés n'ont-ils pas fantasmé sur la force physique, le courage, la séduction, le glamour de stars hollywoodiennes préfabriquées, body-buildées ou simplement vêtues pour la nuit de Chanel n° 5. Il en fut ainsi de Charlton Heston, sublime Ben Hur, pourfendeur de l'invasisseur romain en Palestine occupée (eh oui, déjà!) et qui n'en pouvait plus de noblesse, de charisme, de force et de beauté (surtout avec la petite tunique à ras le bonbec).

Patatras! Un cinéaste gauchiste américain vient sacrément de me le foutre en pièces. À force de faire du cinéma ou s'entre-tue pour du beurre, cette bonne vieille canaille de Charlton a été bombardé, si je puis dire, responsable de la NRA (National Rifle Association), puissante association états-



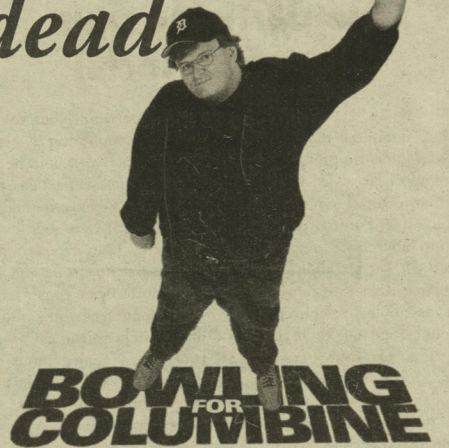
sunienne dont le seul but est de protéger le libre accès et la libre possession, et l'utilisation, bien sûr, pour tous les citoyens, d'armes individuelles par l'exercice d'un lobbying forcené et extrêmement populaire. Un mythe s'effondre (mais ne sont-ils pas faits pour ça?); et mon héros des années soixante finissant ne s'avère finalement qu'être une piètre ordure au discours nazifiant ou le mépris le dispute à la morgue et à l'arrogance.

Michaël Moore, cinéaste très inspiré vient de produire et de mettre en scène une manière de documentaire dont le fil rouge est précisément une dénonciation implacable de ce commerce et de toutes ses conséquences aux États-Unis. Et il y va fort le bougre. *Bowling for Columbine*, c'est le nom du film, montre, à partir de quelques faits divers particulièrement régnants que c'est bien une société qui est profondément malade de sa peur et de sa misère sociale. Comment des gamins peuvent-ils se retrouver dans la cour de récré avec des 9 mm et faire un carton sur tout ce qui bouge? Pourquoi des individus adultes sont-ils autorisés à posséder des armes de guerre? Pourquoi aux États-Unis et pas ailleurs? Quand il constate que le voisin canadien semble être aussi bien équipé et que les crimes de sang par armes à feu y sont proportionnellement et spectaculairement insignifiants, il ne peut pas faire l'économie d'une analyse

sérieuse et documentée.

C'est bien l'objet de ce film où l'on se demande parfois où est la réalité et où est la fiction. Population de beaux exclusivement masculine (la domination machiste ne leur suffirait-elle donc pas encore et pourquoi n'entend-on jamais parler de chasseuses?) arc-boutée sur ses maigres acquis, population de Noirs toujours méprisée et victime de toutes les ségrégations, seules vont surnager quelques grandes âmes, toutes prêtes à savourer leur humanisme de bon aloi dans un fatras d'argumentation juridique parfaitement dérisoire. Sous ce flot d'antiaméricanisme salutaire, Michael Moore sait mieux que quiconque jouer de l'humour et de la dérision. En costume d'Américain moyen, il parvient à décortiquer, caméra au poing, ce modèle de libéralisme et de mirage à crétins, démontrant qu'ordre moral plus peur institutionnelle, entretenue à dessein, plus misère sociale sont les principaux ingrédients d'un cocktail légal fin prêt à l'emploi. On se souvient de cette scène d'anthologie dans son précédent film (*The Big One*), dans laquelle Moore vient offrir un billet d'avion au PDG de Nike afin qu'il aille visiter ensemble, quelque part dans le tiers monde, l'usine où sont fabriquées par les enfants pauvres, les godasses que les pauvres frimeurs des pays riches s'attachent à prix d'or. On se souvient du refus amusé du PDG en question. Pas le temps! Allez hop! dehors et éteignez la caméra!

A star is dead



Même astuce de caméra même pas cachée dans *Bowling for Columbine* où, cette fois ci, notre Charlton Heston, vieux parkinsonien pitoyable, va verser dans un racisme à gerber et va tenter de défendre l'indéfendable de l'intérieur de son palace surprotégé de Beverley Hills: la liberté des Américains, et s'ils sont blancs c'est encore mieux, au nom du 2^e amendement de la Constitution étatsunienne, de posséder un flingue chargé sous chaque oreiller. Ce sinistre pantin dérisoire n'aura qu'indifférence pour une jeune enfant d'un cours prépara-

toire, abattue par un autre gamin de sa classe qui avait trouvé un flingue prêt à l'emploi dans une famille d'accueil après l'expulsion par les huissiers pour non-paiement de loyer, de sa mère et de ses trois frères et sœurs. Pas de pitié pour les tueurs et pour tous ces braves gens méchants dans ce film qui n'a rien d'un spectacle pour voyeur et qui ne montre pas seulement ce que les militants pacifistes ont envie de voir. Quelques solutions semblent exister. Allez-y donc voir.

Jipé

Dérision divine ou divine dérision?

Intervention divine de Elia Suleiman

ELIA SULEIMAN décrit l'histoire de tous les jours, quelque part en Palestine. L'histoire quotidienne de la Palestine occupée. Il lui fallait donc parler de la guerre et aussi la montrer. Faire exploser un tank, par exemple: « À cause de la guerre, dit Elia Suleiman, je n'ai pas pu le faire en Israël, mais dans un camp militaire français... avec un mélange de 75 kg d'explosifs et de 6 kg de poudre. Du travail bien fait, sans aucune trace. Adieu le tank! Si mon père était encore en vie, il serait fier de moi, lui qui a combattu dans la résistance en 1948 et a été torturé par les soldats israéliens jusqu'à tomber dans le coma parce qu'il refusait de dénoncer El Hussein, un leader politique palestinien de l'époque. »

Né à Nazareth, Elia Suleiman avait consacré son premier long métrage *Chronique d'une disparition* à la description de la vie dans cette ville. Une vie sous scellés, une vie en attente: « Rien ne se passe jamais de toute façon à Nazareth. Un calme mortel serait le bon terme. Je hais de toutes mes forces la ville où je suis né. C'est le genre d'endroit qui vous ramène constamment en arrière

et vous suce jusqu'à la moelle. Quel veinard ce Jésus, d'avoir été condamné ailleurs! »

Ces paroles ne doivent pas vous donner l'impression que *Intervention divine* est un film sur le quotidien de villes sinistrées qui ne se souviennent plus de ce dont elles avaient l'air... avant. Il s'agit d'un cinéma d'amour, car Suleiman raconte une histoire d'amour entre un homme vivant à Jérusalem et une femme vivant en Palestine: leur lieu de rendez-vous est le check point qui les sépare. Le désir de se rencontrer malgré tout fait sauter toutes les barrières, et c'est drôle de voir les soldats anéantis par le passage radieux d'une belle femme qui passe comme s'ils n'existaient pas.

Il s'agit de cinéma politique, politique par la force de ce qu'il montre. Une sorte de chaos, où tout le monde déjante: « Un chaos semblable à celui des origines du monde. Israël le sait. Soit elle laisse tomber et devient une vraie démocratie, soit elle nous laisse tomber: mais Israël refuse de faire l'un ou l'autre. »

Dans son histoire frontière entre le réel et l'imaginaire, l'en- vol dans les sphères symboliques

devient une nécessité. Elia Suleiman réussit à merveille ce balancement entre l'ironie et la gravité, la violence objective de la situation en Palestine et la riposte de la guerrière « ninja » qui décime un stand de tir et ses hommes en en tour de main.

Il donne des nouvelles de son pays qui renouvellent nos stocks d'images entropisées depuis la première intifada. Il décrit avec amples détails et des pauses propices à la réflexion l'histoire imaginaire et imaginée, réelle et vécue des gens de chez lui, où il est devenu plus amusant de tuer le Père Noël que de le dépouiller de ses cadeaux. L'histoire des gens humiliés qui se vengent avec un noyau de fruit, avec des sacs poubelles, avec des bouteilles vides en guise de kalachnikov. La résistance peut prendre des formes surprenantes, voilà l'enseignement de ce film. Il ne s'agit pas de tuer à son tour, d'humilier à son tour, mais de mobiliser l'imagination: *Intervention divine* est un film qui met l'imagination au pouvoir.

Heike Hurst

Dans son édition du 2 octobre 2002, le Monde donne la parole au réalisateur palestinien Elia Suleiman qui est interrogé à propos de son film *Intervention divine*, actuellement sur les écrans français. Question: « Lors du festival de Cannes, vous avez déclaré que vous n'appeliez pas de vos vœux ni un État israélien ni un État palestinien, ne pensez-vous pas que cette position est par trop utopique? »

JE SERAIS CLAIR, d'autant que certaines personnes ont entendu des choses que j'ai dites hors contexte. Ce n'est pas que je sois contre un État palestinien. En dehors des aspirations nationalistes, je crois que, si un État indépendant pour les Palestiniens signifie la fin de l'occupation, si cela veut dire pour un Palestinien de se lever le lendemain et de ne plus voir un char ou un soldat qui le met en joue, si cela signifie vivre en sécurité et avoir la liberté de mouvement, gagner décemment sa vie et envoyer les enfants à l'école, alors qu'il en soit ainsi. C'est sans doute nécessaire. Mais le problème ne sera pas résolu. Il demeure une partie des Palestiniens qui ont des papiers d'identité israéliens et qui sont qualifiés de citoyens israéliens, mais qui ne sont pas traités comme tels. Israël ne peut pas continuer à être un État qui ne sert que ses citoyens juifs pendant qu'il ignore ses citoyens palestiniens. Au contraire, il continue toujours de les traiter comme des citoyens de seconde catégorie, les oppressant et leur faisant subir du racisme. Pour ces raisons, je dis qu'Israël doit cesser d'exister en tant qu'État sioniste et devrait commencer à exister en tant qu'État démocratique et laïque traitant tous ses citoyens également. Mais, ensuite, je pose à long terme, et quand toutes les blessures se seront refermées, la question: pourquoi deux États, pourquoi des frontières, pour faire quoi, pourquoi pas binational, pourquoi le nationalisme? La définition d'État, dans la perspective de paix, devrait aussi être questionnée, définie, redéfinie. Est-ce utopique? Si je fais des films, c'est pour créer une réalité potentielle meilleure. C'est pour abattre des barrières et pas pour en créer. C'est pour nous libérer de toutes les règles et règlements imposés à nous par les structures au pouvoir; pour avoir du plaisir et chercher le désir et les manques du présent. Aussi intensément que possible.

Propos recueillis par
J. Mandelbaum

Lannion Le groupe « Jes Futuro » ne participe plus au forum social

LE 24 SEPTEMBRE, lors d'une des dernières réunions de préparation au forum social local de Lannion, des militants et des militants du groupe « Jes Futuro » de la Fédération anarchiste ont été mis devant le fait accompli; sans un véritable débat, sans concertation de l'assemblée du collectif, leur groupe était rayé de la liste des organisateurs, sous prétexte qu'il était un parti politique.

Être assimilés à un parti par des militants sans culture politique, passe encore, mais par des militants chevronnés, c'est de la malhonnêteté intellectuelle.

La Fédération anarchiste n'est pas un parti (et on ne joue pas avec les mots). C'est une organisation politique révolutionnaire libertaire non pyramidale d'individus, de groupes gardant leur autonomie, qui vise une société sans gouvernement, sans classes sociales, ni État. Elle ne propose aucune candidate ni candidat, ne donne aucune consigne de vote (contrairement aux autres organisations politiques organisatrices du forum qui ont appelé à voter pour Chirac). Elle ne vise pas la

prise de pouvoir. Nous voulons agir avec la population et le mouvement social, mais nous ne voulons pas nous servir d'eux pour gouverner. Contrairement à d'autres qui arrivent sous diverses casquettes, nous avons toujours signé les documents liés au forum du nom de notre organisation, sans volonté d'entrisme ou d'infiltration à la gauchiste. Certaines personnes voulaient nous faire signer du nom de notre association culturelle, nous avons refusé car où est la transparence? Nous n'avons pas pour habitude d'avancer masqués.

Un de nos militants s'est retrouvé membre du comité de suivi sans que cela pose problème. Mais l'échéance approchant, les règles du jeu ont été changées par une poignée de personnes de connivence sans véritable concertation.

Le groupe « Jes Futuro » pointe le manque de sérieux, de démocratie interne du comité organisateur et doute des réelles motivations de celui-ci à changer le monde.

Un autre monde est possible, mais pas avec eux!

Toulouse De la Datcha aux Bûchers

SUITE à une expulsion surprise du squat « la Datcha » commanditée par la mairie de Toulouse le 25 septembre dernier, et devant la menace des lois Sarkozy qui profitent leur bruit de bottes, nous avons pris l'initiative des actions suivantes:

– Le 26 septembre, nous nous invitons à 9 heures du mat' dans le bureau de Douste à trente personnes avec des croissants, tandis qu'une autre délégation de trente personnes occupait au même moment la mairie du quartier (avec l'appui d'associations). Cette entrevue pour demander des comptes n'a évidemment débouché que sur de vagues promesses de logement pour les deux mères et trois enfants jetés à la rue la veille. Elles seraient prétendument « prioritaires, même avant les sinistrés ».

– Le 2 octobre, manifestation à l'initiative de tous les squats toulousains (le Clandé, Myris, l'Observatorio, le Carboxide, l'Ostalleta, la Chapelle) qui démontre, s'il est besoin, leur détermination et leur vivacité (quatre cents personnes, avec cadie, valises, etc.). La déambulation se termine par « l'ouverture » d'un appartement à ciel ouvert sur la place du Capitole et l'appel à une occupation surprise.

– Le 5 octobre, nous occupons la maison du 2, rue des Bûchers, destinée à une destruction imminente par un projet de ZAC de grande envergure. Cet ancien local de l'emblématique association toulousaine Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs, ainsi que de la radio M Toulouse (créée par Radio France au lendemain de l'explosion) est pourvue d'un jardin ombragé, d'eau, d'électricité, de deux salles de bain, d'une cuisine. Une centaine de personnes sont au rendez-vous. Nous y organisons une conférence de presse (qui passera sur France 3 local et *la Dépêche*) suivie d'une fête spontanée: concerts acoustiques, atelier de sérigraphie, infokiosk, tireuse de bière et boume.

– Le 6 s'y déroule un intersquat toulousain historique qui décide de la poursuite du mouvement contre les lois de criminalisation des marginaux et précaires.

Nous gardons la maison comme base de préparation, de complotage et de fermentation permanente. Nous posons le principe d'une ouverture systématique et immédiate à toute nouvelle expulsion.

Igor et Reno
Intersquattoulouse

Non, la prison ne change pas

P OUR la première fois, l'administration pénitentiaire lance une grande campagne publicitaire de recrutement, avec comme slogan: « La prison change, changez-la avec nous ». Deux ans après le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale qui dénonçait un système carcéral allant à l'encontre de la « dignité des personnes », le seul changement est le lancement d'un programme de construction de nouvelles prisons:

– La prison ne change pas, les produits de première nécessité ne sont pas fournis à toutes les personnes et les prix des cantines sont supérieurs à ceux pratiqués à l'extérieur.

– La prison ne change pas, la législation du travail n'est toujours

pas appliquée, obligeant les détenus à travailler pour une misère, sans protection sociale.

– La prison ne change pas, les droits et libertés les plus élémentaires ne lui sont pas reconnus: liberté de pensée, liberté d'expression, droit d'association, droit à l'information.

– La prison ne change, l'intimité est toujours bafouée par le système de fouilles, à chaque occasion possible, de manière humiliante (fouille des cavités).

– La prison ne change pas, elle ne respecte toujours pas l'intégrité physique des détenus, qui sont victimes de violences, notamment sexuelles.

– La prison ne change pas, on en ressort toujours plus malade qu'on y est entré, les conditions

d'hygiène, d'alimentation, d'accès aux soins sont toujours déplorables.

– La prison ne change pas, avec, toujours, des milliers d'automutilations ou de suicides.

Nous pourrions établir une liste encore plus grande des principes élémentaires qui ne s'appliquent pas en prison. Qu'il s'agisse du régime des établissements pénitentiaires, des conditions de détention ou de la reconnaissance des droits et libertés fondamentales des détenus. Les conditions de détention relèvent d'une situation d'urgence, à laquelle les pouvoirs publics doivent répondre immédiatement et effectivement. Nous ne croyons pas à l'idée qu'il faut corriger la prison par la prison. Le système carcéral ne se réforme pas, il s'abolit.

Commission prison CNT

La guerre se prépare. La FA s'y prépare...

La nouvelle affiche fédérale contre la guerre est disponible à

Publico
145, rue Amelot, Paris 11^e

Dijon Ça bouge à l'université de Bourgogne!

LE 16 OCTOBRE, à Dijon, la maison de l'Université a été le centre des luttes étudiantes. Depuis quelques années, les syndicalistes mettaient déjà en garde étudiants et travailleurs de l'université contre les réformes engagées. Leur colère pouvait sembler infondée, d'un point de vue peu informé, étant donnée la stratégie employée par les ministères successifs: pour éviter de massifs mouvements de protestation, ils mettent en œuvre « en douceur », année après année, dans différentes universités, des mesures semblant isolées les unes des autres, mais qui participent toutes d'une même logique de fond, définie clairement depuis le rapport Atrali, et devant aboutir à la rentabilisation de l'université. La tâche leur incomberait de former des esclaves jetables taillé(e)s sur mesure pour l'économie capitaliste. De la disparition progressive des filières jugées non rentables à la professionnalisation croissante des cursus, en passant par les crédits ECTS et les diplômes en 3/5/8, c'est bien une privatisation rampante qui guette l'université.

Mais ce qui pouvait ressembler à un serpent de mer surgit désormais au grand jour, et les étudiants et les étudiantes ne s'y sont pas trompés, venant nombreux à l'Assemblée générale qui a rassemblé une centaine de personnes à la maison de l'Université, à l'appel des organisations syndicales étudiantes, qui ont depuis quelques jours effectué un intense travail d'information.

À 14h30, ils ont investi la salle du conseil, afin de débattre du mode d'action adapté à la situation. Comme le conseil d'administration, plus haute instance de l'université de Bourgogne, devait se réunir au même endroit une demi-heure plus tard, il a été décidé d'exiger le vote d'une motion repoussant l'application des réformes susmentionnées, tant que les étudiant(e)s et employé(e)s de l'université n'auraient pas été largement informé(e)s et consulté(e)s.

Une délégation d'une dizaine de personnes est donc restée pour assister au conseil d'administration, tandis que diverses discussions informelles s'engageaient au-dehors de la salle, et que la tension mon-

tait dans la foule des étudiant(e)s présent(e)s. Vint ensuite le moment où le président de l'université nous annonça que notre motion était rejetée, mais que le conseil d'administration avait entendu nos revendications (*sic*): une autre motion, concoctée dans un cadre autrement plus institutionnel, serait mise aux voix, et on nous fit de plus la promesse de nous mieux informer au fur et à mesure de l'application des réformes, mais, bien entendu, en nous mettant systématiquement devant le fait accompli, ce qui résume bien le dédain qu'ont les dirigeant(e)s de l'université de Bourgogne pour les étudiant(e)s souhaitant être partie prenante des décisions.

L'AG décida, devant le mépris affiché par les instances dirigeantes, d'envahir la réunion pour y exprimer notre colère. Ce qui fut fait, sous les regards et exclamations désapprouvateurs des « sages » souhaitant travailler pour notre bien, mais en notre absence! S'ensuivit un débat quelque peu houleux, où l'on put voir des élus professeurs s'indigner de notre manque de respect des conseils « démocratiques », car acceptant en leur sein, bons princes, quelques élu(e)s étudiant(e)s, aux côtés des autres acteurs et actrices de l'université, dont un digne représentant du patronat (!), autrement mieux accepté dans cette instance que les étudiant(e)s en colère que nous étions. Enfin, nous avons quitté la salle du conseil, en promettant aux tristes croquemorts de l'université de revenir, autrement plus nombreux, après avoir informé étudiant(e)s et employé(e)s de ce qui se tramait en coulisses.

Cette action pourrait n'être que l'introduction d'une période de lutte au sein de l'université de Bourgogne; l'ampleur et l'efficacité de la mobilisation pourraient d'ailleurs être déterminées par la forme d'organisation qui sera choisie, car si le mouvement devait être confisqué par quelque avant-garde que ce soit, il va sans dire qu'il serait fort difficile pour les 26 000 étudiant(e)s de s'en sentir acteurs et actrices.

Source: Maloka
www.chez.com/maloka